

**L'EVALUATION DE LA SENSIBILISATION ET
DE LA COMMUNICATION SUR L'ENVIRONNEMENT:
LE PROCESSUS DU CODE RURAL AU NIGER**

**GreenCOM
Environmental Education and Communication Project
U.S. Agency for International Development
Contract Nos. PCE-5839-C-00-3068-00 and PCE-5839-Q-3069-00**

La présente publication a été préparée pour la Mission de l'USAID/Niamey par le projet d'Education et de Communication Environnementale (GreenCOM). Les observations, conclusions, et recommandations ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'USAID.

Ecrit par:

Evelyne Guindon-Zador

Décembre 1995

Pour plus d'information, veuillez contacter:

GreenCOM
Academy for Educational Development
1255 23rd Street NW
Washington, DC 20037, USA

Téléphone: (202) 884-8700

Fax: (202) 884-8997

Courrier électronique: greencom@aed.org

Le projet d'Education and de Communication Environnementale (GreenCOM) est financé et dirigé conjointement par le Centre pour l'Environnement, le Centre pour le Développement des Capacités Humaines et le Bureau des Femmes dans le Développement appartenant au Bureau pour les Programmes Globaux, l'Appui sur le Terrain et la Recherche, de l'Agence des États-Unis pour le Développement International, et les Missions de l'USAID dans les zones de collaboration. Les services techniques sont fournis par l'Académie pour le Développement Educatif, avec en sous-traitance Chemonics International, Global Vision, l'Association Nord-Américaine pour l'Education Environnementale,

the Futures Group, PRC Gestion Environnementale, Porter/Novelli, et le World Resources Institute sous les Contrats NE PCE-5839-C-00-3068-00 et NE PCE-5839-Q-00-3069-00.

REMERCIEMENTS

Cette note a pour but de remercier sincèrement toutes les personnes et les organisations qui ont rendu cette affectation possible, en particulier: Mona Grieser, l'Associée de Programme GreenCOM qui m'a accompagnée pendant la première semaine de la consultation et qui m'a offert beaucoup de conseils pour cette évaluation; David Miller (Spécialiste GRNA), Curtis Nissly (Chef de GNRA), Hamadou Bourahima (Spécialiste GNRA) et Oumarou Ibrahim (Spécialiste GNRA) de l'USAID au Niger qui m'ont fourni beaucoup d'informations importantes et utiles; et, Elisabeth Musa (Assistante GNRA) de l'USAID au Niger qui m'a offert beaucoup de soutien pratique et souriant pendant mon séjour.

J'apprécie l'assistance et l'amitié offertes par Hadiza Djibo (Agent de Programme) de l'USAID et Tom Price (Directeur Adjoint) de l'UICN Niger, qui m'ont aussi fourni des conseils importants, une bonne direction et un montant énorme d'information. J'aimerais aussi remercier Peter Kristensen (Agent de Programme) de UICN Afrique de l'Ouest pour son appui.

J'aimerais étendre un remerciement très spécial au Dr Boubacar Hassane de la Fédération des Eleveurs du Niger pour l'organisation, à la dernière minute, d'un voyage en brousse extrêmement productif et pratique dans le district de Maradi. Ce voyage m'a fourni avec l'information parmi la plus importante de cette affectation. Ce fut un séjour merveilleux que je n'oublierai jamais. Je remercie aussi Alain Grimard et SDSA II pour l'assistance logistique qu'ils ont fourni pour ce voyage, et Aboubacar Ali Boubou, chauffeur de SDSA II, pour son habilité de conduite exceptionnelle.

Un remerciement spécial est offert aussi à Karol Gilchrist, Associée de Projet GreenCOM, pour ses grands efforts d'organisation pour cette mission, et surtout pour toutes les difficultés qu'elle a eues afin de me rendre au Niger.

TABLE DES MATIÈRS

LEXIQUE	i
SOMMAIRE EXÉCUTIF	iii
SECTION I	1
SECTION II USAID/NIAMEY - PLAN STRATÉGIQUE PROPOSE DU PAYS 1995 A 2002 .	7
SECTION III LE GENRE	11
SECTION IV LA SENSIBILISATION ET LA COMMUNICATION DU CODE RURAL	16
SECTION V ANALYSE DE BESOINS DANS LE DOMAINE DE LA SENSIBILISATION ET DE LA COMMUNICATION SUR L'ENVIRONNEMENT	28
PERSONNES ET ORGANISATIONS CONTACTES	51
ANNEX B LISTE DES PARTICIPANTS RÉUNION DE L'ÉQUIPE DE RÉSULTATS DE L'OS	34
ANNEX C BIBLIOGRAPHY	55

LEXIQUE

AFN	Association des Femmes du Niger
CE	Communauté Européenne
CECI	Centre Canadien d'Etude et de Coopération International
C/GRN	Cellule/Gestion des Ressources Naturelles
CILSS	Comité Permanent Interétats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel
CNCR	Comité National du Code Rural
CNSPDE	Comité National pour la Survie, la Protection et le Développement de l'Enfant
CONGAFEN	Coordination des Organisations Non-Gouvernementales et Associations Féminines Nigériennes
DANIDA	Bureau de Coopération Danoise
FNEN	Fédération Nationale des Eleveurs du Niger
GDN	Gouvernement du Niger
GreenCOM	Projet d'Education et de Communication Environnementale
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
GRNA	Gestion des Ressources Naturelles et Agriculture
MARP	Méthodologie Accélérée de Recherches Participatives
MTS	Maladies Transmises Sexuellement
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONVPE	Organisation Nigérienne des Volontaires pour la Préservation de l'Environnement

OS	Objectif Stratégique
PFIE	Programme de Formation et Information pour l'Environnement
PF/SME	Planning Familial et Santé Mère et Enfant
RIDD-FITILA	Réseau d'Intégration et de Diffusion du Droit en Milieu Rural
S&C	Sensibilisation et Communication
SCE	Sensibilisation et Communication de l'Environnement
SDSA II	Subvention au Développement du Secteur Agricole Phase II
SIDA	Syndrome d'immuno-déficience acquise
SPCR	Secrétariat Permanent du Code Rural
USAID	United States Agency for International Development
UICN	Union Mondiale pour la Nature
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Une évaluation rapide a été dirigée afin d'obtenir de l'information sur les organisations et les ressources disponibles dans le domaine de la Sensibilisation et la Communication de l'Environnement (SCE), et pour identifier des stratégies pour des initiatives de SCE futurs au Niger. Un des objectifs principaux était d'analyser les conditions favorables qui pourraient assister dans le processus de sensibilisation et de communication du Code Rural.

Une variété d'individus ont été interviewés et beaucoup de réunions ont été tenues. Les représentants d'ONG, de projets de développement, bailleurs de fonds, du gouvernement nigérien, de l'USAID ont été rencontrés, ainsi que plusieurs nigériens vivant en milieu rural affecté par le processus du Code Rural. Les réponses recherchées étaient reliées aux ressources et aux capacités existantes pour mettre en oeuvre des initiatives de SCE, aux leçons apprises, et aux opportunités possibles pour des futures initiatives de SCE. Des questions spéciales ont été posées afin d'obtenir de l'information sur le genre. Les activités sont décrites basées sur l'information fournie et n'ont pas été vérifiées indépendamment, sauf lorsque la consultante a pu faire une visite sur place.

Les activités de S&C entreprises par le Secrétariat Permanent du Code Rural (SPCR) et le Comité National du Code Rural (CNCR), courantes et passées, ont été étudiées, afin d'examiner leur élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation.

Les résultats principaux étaient:

1. Les Objectifs Stratégiques de la Mission de l'USAID/Niamey soulignent l'importance de l'information, l'éducation et la communication dans chaque objectif stratégique, incluant OS3 qui implique la gestion des ressources naturelles. Une stratégie de SCE pour le GRN devrait être vue comme étant complémentaire aux autres activités courantes de SCE dans les secteurs de la santé, des finances et de l'agriculture, et ne peut que servir à renforcer ces initiatives. Un effort de coordination des initiatives de SCE pour l'USAID/Niamey devrait être considéré. La consultation a trouvé qu'il y avait un manque de capacité dans le domaine de la SCE au Niger. L'assistance technique intensive est recommandée afin de renforcer cette capacité.
2. Le SPCR reconnaît l'importance de la SCE au processus du Code Rural et le considère comme étant l'un de leur mandat les plus important. Le SPCR, ensemble avec le CNCR, a développé et mis en oeuvre plusieurs activités de popularisation du Code Rural. Les groupes cibles ont été identifiés et des ateliers de popularisation ont été tenus à travers le pays. Le SPCR n'a pas la capacité d'entreprendre la recherche de base, de mettre en oeuvre stratégiquement ou de gérer une initiative de SCE.

3. Le processus du Code Rural a des implications sérieuses sur la vie des producteurs ruraux. Beaucoup de communautés, principalement les communautés nomades, sont affectées négativement. Quoique plusieurs semblent connaître l'existence du Code Rural, très peu d'entre elles le comprennent ou comprennent complètement son implication. Plusieurs sont mal-informées, ce qui pose des défis complexes à une initiative de SCE. Le Code Rural risque d'être ignoré ou pire, il risque de causer des conflits sérieux entre les communautés nomades et sédentaires. Une campagne de SCE "directe" serait prématurée. Les efforts devraient plutôt être ciblés vers la formation d'un accord harmonieux entre toutes les parties, en établissant un processus où l'information de la base remonte au SPCR afin d'assister dans l'élaboration des textes complémentaires. Ceci est de très grande importance au processus.
4. Plusieurs groupes ont été marginalisés dans le processus du Code Rural à date, principalement les communautés nomades et les femmes. Les deux groupes sont difficiles à accéder dû à leurs modes de vie, que contraintes culturelles et religieuses, ou manque d'éducation et un taux élevés d'analphabétisme. Il est important d'assurer que les deux groupes participent complètement en élaborant toutes initiatives de SCE.
5. Tandis que plusieurs organismes, avec les meilleures intentions, ont clairement ciblé la SCE comme étant un objectif institutionnel, les limites budgétaires, de capacités techniques et de personnel de SCE le rendent peu probable.
6. Afin de renforcer la capacité des ONGs dans la mise en oeuvre des initiatives de SCE, il est recommandé d'inclure la SCE pour le processus du Code Rural, du soutien institutionnel à long terme. L'établissement d'un Comité de Coordination de SCE pour le Code Rural est aussi recommandé afin d'assurer que toutes les organismes avec la capacité d'assister au processus soient incluses, particulièrement les organismes travaillant à la base. Un conseiller technique pourrait assister à renforcer la capacité des ONGs et du Gouvernement dans la SCE et assister dans le développement de la capacité d'un Comité de Coordination et l'établissement d'une campagne de SCE.
7. Le développement de la capacité dans le domaine de la recherche des sciences sociales appliquées est critique à toutes les initiatives de SCE. Les matériaux produits jusqu'à date ne sont pas basés sur la recherche formative, et leur impact n'a pas été évalué.

SECTION I

A. Introduction

Cette affectation a tenté d'accomplir deux objectifs. L'un était de satisfaire les besoins du Bureau Afrique de l'USAID qui entreprend une analyse de besoins dans le domaine de la sensibilisation et de la Communication sur l'environnement (SCE). L'autre était de satisfaire les besoins spécifiques de la Mission de l'USAID/Niamey dans le domaine de la SCE en ce qui a trait au processus du Code Rural au Niger. Depuis plusieurs années, l'USAID offre de l'assistance au Gouvernement du Niger pour le développement du Code Rural. L'Equipe de résultats de l'Objectif Stratégique 3 de la Mission, est responsable d'améliorer la compréhension des producteurs sur le foncier et la décentralisation, avec l'emphase sur la participation du public.

Le prochain rapport est structuré comme suit. La section I explique les résultats de l'analyse de besoins dans le domaine de la SCE. Les projets qui ont la capacité d'effectuer des activités dans le domaine de la SCE et qui, avec de l'assistance, ont le potentiel d'être des participants importants dans les interventions de SCE ou celles qui sont spécifiques au Code Rural. La section II présente une analyse du processus du Code Rural jusqu'à maintenant et identifie les endroits où l'assistance pourrait être fournie afin d'améliorer la capacité des agences et des institutions impliquées dans le processus. Un aperçu du statut de la femme au Niger, et l'implication de ceci sur les initiatives de SCE, sont présentés dans la Section III. Une analyse du Code Rural, incluant un aperçu sur l'histoire et les contraintes du Code Rural, ainsi que des recommandations, sont présentés dans la Section IV. Et, dans la Section V, les programmes et les initiatives qui soutiennent actuellement, et qui pourrait continuer de soutenir, les initiatives de SCE sont examinés.

B. Termes de référence

Cette consultation fait partie d'une initiative à long terme, le projet d'Education et de Communication Environnementale (GreenCOM) de l'USAID. Le but est d'assister la Mission de l'USAID au Niger à examiner la situation de la sensibilisation et de la communication sur l'environnement dans le cadre du processus du Code Rural au Niger les quatre principaux axes suivants:

1. Conditions favorables

- ! Examiner la gamme des facteurs favorables devant permettre d'améliorer la sensibilisation et la communication dans le cadre du processus du Code Rural à mettre en place.
- ! Noter les objectifs stratégiques de la Mission, les politiques de sensibilisation et de communication existantes en rapport aux plans nationaux pour l'environnement et le développement et le niveau d'exécution de celles-ci.

- ! Examiner les agences et institutions chargées des activités du Code Rural et évaluer les capacités de ces agences en matière de planification et de recherche.

2. Interventions

- ! Examiner un certain nombre d'interventions éventuelles à entreprendre. Celles-ci comprennent l'étude du système formel (écoles, formation des enseignants), le système non-formel (programmes d'alphabétisation, services de vulgarisation, programmes d'interprétation) et le système informel (radio-diffusion, masse média) par le biais desquels la sensibilisation et la communication dans le cadre du Code Rural pourront être réalisées.

3. Capacité nationale

- ! Examiner la capacité nationale des agences et des acteurs à entreprendre une grande variété de tâches ayant trait à la sensibilisation et à la communication au titre du Code Rural et cela, à partir de la recherche et de la planification initiales, en passant par la mise en oeuvre jusqu'au suivi et à l'évaluation. Les acteurs et les institutions examinés peuvent avoir des rapports directs ou indirects avec le processus du Code Rural.

4. Approches

- ! Examiner la capacité des agences à mettre en oeuvre les différentes "approches" en matière de sensibilisation et de communication dans le cadre du Code Rural.

La consultante était aussi responsable d'effectuer un évaluation rapide de ces domaines de base concernant la sensibilisation et la communication dans le processus du Code Rural. Les domaines suivants ont été identifiés:

1. L'envergure et la qualité des activités de sensibilisation et de communication dans le processus du Code Rural déjà réalisées au Niger, mettant en exergue celles généralement considérées comme ayant réussies et celles qui ne le sont pas.
2. La portée et la qualité des Agences/Acteurs (bailleurs de fonds, gouvernement, ONG nationales et internationales) intervenant dans la sensibilisation et la communication concernant le processus du Code Rural. Les contraintes en matières de capacité et de prestation de services institutionnels devraient être identifiées et la documentation y afférente collectée.
3. La capacité des agences de communication à fournir les services nécessaires dans les activités de sensibilisation et de communication. Celles-ci comprennent généralement les

installations techniques pour l'impression, l'enregistrement vidéo, la radio-diffusion, la recherche, ainsi que d'autres services.

4. Le degré auquel le genre a été pris en considération quant à la conception, la mise en oeuvre et l'évaluation des programmes en cours de réalisation.

L'affectation a duré du 13 novembre au 5 décembre. Suite à son arrivée au Niger, la consultante a rencontré des représentants de la Mission de l'USAID afin de réviser les termes de référence et le champ d'action. La documentation pertinente a été reçue et révisée afin d'assister au développement de la consultation. Les méthodes utilisées pour effectuer les tâches de la consultation consistèrent principalement de visites personnelles à plusieurs organisations et départements gouvernementaux. Les individus interviewés et les observations générales furent documentés. Si disponible, la documentation fut recueillie, revisée et plusieurs documents ont servi de référence.

Une visite sur le terrain a aussi été entreprise qui a permis à la consultante d'examiner les zones pastorales et agricoles, ainsi que quelques centres urbains.

C. Limites

La consultation fut opportune, puisqu'elle fut effectuée au premier stage du plan d'Objectif Stratégique de sept ans (1995-2002). Mais, les termes de référence étaient très restrictifs et les possibilités d'évaluation étaient très nombreuses. Le temps était le facteur le plus limitant.

Une autre contrainte fut la difficulté d'obtenir des rendez-vous avec des individus clés. Le pays souffrait de nombreuses grèves d'employés publics durant le séjour de la consultante. Il fut aussi impossible d'identifier aucun spécialiste en communication privée pendant l'affectation.

Néanmoins, plusieurs organisations et individus impliqués dans la SCE, le développement rural et l'éducation furent contactés et de l'information pertinente a été obtenue.

D. Historique du processus du Code Rural au Niger

La République du Niger est un pays dont une vaste majorité de son territoire se trouve dans le désert du Sahara et non pas dans le Sahel. Son territoire Sahélien, une petite bande de terre d'environ 240 kms de large et qui reçoit entre 250 mm et 750 mm de pluie par année, apporte au Niger sa valeur économique et maintient une majorité de sa population. Ainsi, on reconnaît le Niger comme étant un pays Sahélien. C'est ce territoire, qui constitue environ 20% de la terre du pays, qui soutient toute l'agriculture pluviale et la majorité des activités pastorales.

Le climat Sahélien est très variable et écologiquement fragile, et pose ainsi de graves problèmes pour la survie des habitants de la région. Ils ne peuvent pas dépendre de la saison des pluies qui historiquement varie du point de vue nombre de jours et distribution. Les problèmes de sécheresse existent depuis toujours et ceci représente au Niger une situation agricole extrêmement difficile. Le tout est exacerbé par un accroissement démographique des plus élevés en Afrique.

Le climat du Niger et ces problèmes démographiques ont un impact sur la terre agricole. Les bonnes terres cultivables sont minimales, ce qui résulte de l'expansion de l'agriculture dans des territoires qui étaient auparavant désignés à l'élevage, des territoires qui reçoivent moins de 350 mm de pluie par années. En fait, seulement 12% de la surface totale du Niger est considéré arable. Tout cela représente une pression foncière énorme et une dégradation aiguë des ressources naturelles.

Depuis 1985, les autorités du Niger ont entrepris un processus de réforme législative concernant la terre et les ressources naturelles. L'engagement des autorités s'est concrétisé le 29 mai 1986 par la mise en place d'un comité ad'hoc chargé de l'élaboration d'un Code Rural. En juillet 1989, le comité ad'hoc fut remplacé par un Comité National du Code Rural (CNCR) afin de donner plus de poids à la structure. La structure opérationnelle du CNCR est composé du Secrétariat Permanent du Code Rural (SPCR).

La question de la gestion des terres au Niger est un domaine complexe, en raison de la coexistence d'un certain nombre de règles juridiques:

- ! droit coutumier Nigérien
- ! droit islamique
- ! les règlements fonciers et dominicaux coloniaux
- ! les Lois et règlements de l'Etat Nigérien.

Le Code rural est un code de synthèse qui doit prendre progressivement la place de l'ensemble des règles juridiques préexistantes, qu'elles soient du droit écrit ou du droit coutumier. C'est un instrument qui doit définir le statut des terres et servir de cadre juridique susceptible de permettre une gestion d'ensemble de toutes les composantes de l'espace rural: terres, pâturages, forêts, animaux et ressources en eau.

En particulier, le Code Rural:

- ! régit les droits d'accès à la terre et son mode de gestion;
- ! comble les lacunes institutionnelles et juridiques, notamment l'incertitude des agriculteurs et éleveurs quant à la nature de leurs droits sur les terres;
- ! pose concrètement et réglementé les questions relatives à la cohésion sociale, notamment celles qui se rapportent aux multiples obstacles culturels, aux litiges et aux diverses conditions d'appropriation des terres;

! met l'accent sur la nécessité de sécuriser les producteurs ruraux et d'élever leur aptitude à la créativité au service de développement.

La Loi portant les principes d'orientation du Code Rural en tant que cadre juridique de référence et d'organisation, se fonde sur la clarification et la reconnaissance des droits et devoirs, les obligations et sanctions, des niveaux de compétences et de recours. Elle est avant tout un instrument privilégié de développement, portant en elle le sceau d'une véritable volonté politique.

Après de nombreuses études et de débats nationaux, les premiers textes législatifs dans le domaine ont vu le jour en 1993. Il s'agit de la Loi portant sur les principes d'orientation du Code Rural et de la Loi portant sur les régimes de l'eau. Ces textes législatifs prévoient l'élaboration d'un certain nombre de textes complémentaires dans le but de permettre l'application de ces deux lois.

Depuis 1993 plusieurs démarches dans le domaine de la popularisation du Code Rural ont été effectuées. Plusieurs ateliers de popularisation ont été tenus à travers le pays et des émissions de radio et de télévision ont été réalisées.

E. Historique sur la Sensibilisation et la Communication au Niger

En 1964-65, avec l'appui de l'UNESCO, le Niger a adopté un système d'éducation à base médiatique qui soutenait l'éducation formelle et de base, et qui offrait de l'éducation communautaire. Des télévisions scolaires, ainsi que des radios, ont été fournies au niveau du village. Les émissions étaient complémentaires aux programmes scolaires ainsi que ceux des associations communautaires. L'alphabétisme, l'éducation de la santé, l'agriculture--tous étaient parmi les sujets des émissions communautaires. Les évaluations ont démontré que le système avait réussi d'énormes succès puisque les résultats pédagogiques des enfants instruits par l'entremise d'une combinaison d'instruction médiatique et inter personnelle étaient considérablement plus élevés que pour ceux qui étaient instruits par un enseignant seulement. A son maximum, 1500 enseignants et 197 centres éducatifs firent parti des télé-clubs. Les clubs ont fait face à beaucoup d'opposition interne--un manque de confiance des fonctionnaires; des soupçons parmi les autorités locales; un manque d'intérêt parmi les autorités communautaires. Eventuellement, le système s'est écroulé afin d'être ranimer il y a quelques années par l'entremise du système de radio-clubs.

Le système aujourd'hui est seulement une ombre de sa gloire d'autrefois mais le potentiel pour le développement de l'infrastructure de la SCE est toujours évident. Le système des radio-clubs (le système des télé-clubs ne fonctionne plus) est soutenu pas des bailleurs de fonds et est très limité dans sa capacité d'entreprendre d'autres tâches de d'autres secteurs sans avoir l'assistance financière qui puisse soutenir les coûts institutionnels ainsi que le coût des programmes. Il y a aussi un manque d'autres infrastructures de SCE. Les facilités d'imprimerie sont limités, les agences de publicités qui pourraient entreprendre de grandes campagnes n'existent pas, les facilités de vidéo et de production sont très limités tel que la télévision nationale offrent très peu d'émissions locales. Par conséquent, le nombre de téléspectateurs est

limités, autre que pour les fréquences internationales/postes câbles. Néanmoins, la capacité pour l'Internet sera disponible au Niger vers la fin de 1996-97 et ceci pourrait offrir une opportunité pour développer certaines infrastructures de SCE. Ce genre d'initiatives, ainsi que des initiatives commerciales de vidéos portatives voyageant à travers les villages, et un investissement dans certaines infrastructures pourraient accélérer le processus de consultation, d'information et de promotion.

Ainsi qu'un manque de développement d'infrastructure, il y a aussi un manque d'expertise qualifiés et spécialisés qui pourrait planifier, effectuer et évaluer des initiatives de SCE. La capacité de recherche en sciences sociales, la capacité de production, la capacité de développer des projets stratégiques - aucune n'existe et ainsi une assistance technique considérable est nécessaire. Il y a une demande abondante pour la SCE. Il est aussi évident qu'il y a un énorme besoin pour la SCE.

SECTION II

USAID/NIAMEY - PLAN STRATÉGIQUE PROPOSE DU PAYS 1995 A 2002

La section suivante décrit les Objectifs Stratégiques de la Mission et offre de la direction pour l'intégration de la sensibilisation et de la communication de l'environnement dans sa programmation. Le domaine de la S&C a un grand impact sur les trois objectifs stratégiques de la mission. Ainsi, la S&C est complémentaire aux autres domaines tel que le genre et le renforcement des ONGs.

Les programmes de développement des Etats Unis au Niger sont dirigés à l'assistance aux gens afin qu'ils puissent acquérir plus de pouvoir dans leur quotidien et afin qu'ils puissent soutenir un moyen d'existence amélioré. Les objectifs stratégiques de la Mission furent développés avec cela en tête. Le programme de l'USAID/Niamey soutient une population nigérienne plus en santé, avec un taux de croissance moins élevé, qui apprécie une production rurale plus élevée, incluant la nourriture, et une meilleure conservation de son environnement. Trois objectifs stratégiques servent ce but et sont décrits comme suit:

OS1. Augmenter l'utilisation des services de planning familial et de santé mère/enfant (PF/SME), et améliorer la nutrition de l'enfant afin de baisser le taux de fécondité et de mortalité infanto/juvénile.

L'OS1 s'adresse au besoin de santé de la famille nigérienne, particulièrement les besoins de planning familial et de santé mère et enfant (PF/SME). L'OS1 sera réalisé par l'an 2002 et les résultats contribueront à une population nigérienne plus en santé et, éventuellement, à un taux de croissance de la population soutenable économiquement.

De plusieurs résultats anticipés sous l'OS1, celui qui est important à cette évaluation est "Un public mieux informé des politiques clés et de la législation affectant les droits et les responsabilités des citoyens (santé publique)". Cet effort sera dirigé sur la dissémination d'informations sur le code de la famille et les lois concernant le planning familial et encouragera les clients de former des ONGs et des associations locales afin d'offrir des services et de mieux représenter leurs intérêts. Deux des approches pour l'application de l'OS1 sont le développement des ressources humaines et le changement de comportement des pourvoyeurs de services, des politiciens et des clients. Les activités planifiées incluent des activités d'Information, d'Education et de Communication (IEC) et des activités qui compliment le renforcement des pourvoyeurs de santé au village et ceux qui les utilisent. Les ONGs seront soutenues et encouragées dans leurs efforts de d'élaboration de campagne IEC.

L'approche OS1 va incorporer la complémentarité de trois thèmes coupant: la sécurité alimentaire et le mitige des désastres, la formation participative, la démocratie et la gouvernance. La Mission reconnaît l'importance d'intégrer ces thèmes dans tous les objectifs stratégiques. Les activités entrepris sous l'OS1 protégeront les régions de déficit de nourriture, vont cibler les activités de formation de santé et

vont promouvoir des principes démocratiques. Les ressources de l'OS1 seront, le plus possible, mobilisé afin d'effectuer des activités avec l'objet d'améliorer la conscientisation, la connaissance et l'expérience des femmes et des hommes nigériens sur les processus clés et essentiels pour une société démocratique.

OS2. Améliorer l'accès au marchés économiques particulièrement à travers l'utilisation de services financiers améliorés et décentralisés.

L'OS2 vise à assister les nigériens ruraux afin qu'ils puissent profiter du marché commercial en ayant accès au services d'épargne et de crédit dirigé vers leurs besoins. Le secteur économique informel prospère et les épargnes existent. Mais les producteurs ordinaires ne peuvent pas obtenir du crédit facilement et peuvent pas non plus investir leurs économies afin de gagner de l'argent. Une banque ne fera pas affaire avec eux. Les services financiers qu'ils peuvent trouver sont souvent informels, inefficaces et rares.

Sous l'OS2, trois programme de micro-entreprise seront agrandis et rendus plus efficaces et durables. Le client de l'OS2 est principalement le producteur rural, qu'il soit fermier, éleveur, artisan, marchand ou micro-entrepreneur. L'attention est dirigée spécialement vers les femmes.

Des plusieurs résultats anticipés sous l'OS2, celui qui relève à cette évaluation est un sous-résultat qui désire obtenir de la formation en GRN pour des groupes qualifiés et des services financiers pour des associations de GRN. Aussi, l'OS2 cherche à améliorer l'information sur le marché pour les producteurs et à augmenter la connaissance populaire des lois anti-corruption, en plus de plusieurs autres activités de communication.

Les efforts de l'OS2 sur la décentralisation des services financiers et les réformes économiques contribuent indirectement sur toutes les autres priorités de la Mission - l'environnement, la population et la santé et la gouvernance démocratique.

OS3. Adoption généralisée soutenue des pratiques de gestion améliorant la conservation et l'utilisation productive des forêts, des terres, des eaux et des parcours.

La détérioration sérieuse de l'environnement au Niger et la productivité rurale ralenties signifient que les femmes et les hommes de milieu rural doivent entreprendre des pratiques qui produiront plus en utilisant moins de ressources naturelles. Leurs méthodes de production doivent conserver et améliorer leurs champs, pâturages et forêts, ce dont ils vivent et qu'ils utilisent afin de créer des produits de vente. Sous l'OS3, des milliers de gens dans des districts spécifiques seront assistés pour utiliser et soutenir ces pratiques. Il a pour but de promouvoir l'utilisation nationale de pratiques améliorées en aidant les contraintes politiques qui empêchent les producteur ruraux du Niger de les adopter. En l'an 2000, 20% de plus de familles adopteront certaines pratiques clés, en travaillant dans un contexte décentralisé et participative avec les officiels du gouvernement et des partenaires de l'USAID.

L'OS3 est basé sur l'hypothèse que le GDN planifie la décentralisation des pouvoirs gouvernementaux clés et puisque cette décentralisation n'aura pas d'impact d'ici cinq à huit ans, la Mission dirigera ses efforts directement aux communautés. Les communautés seront aidées dans la gestion des ressources naturelles et dans le progrès continu de la mise en oeuvre du Code Rural.

Les résultats suivant sont attendus sous l'OS3:

3.1 Les producteurs ruraux nigériens, hommes et femmes, ont un meilleur contrôle de leur cadre de production

Une augmentation dans le nombre d'institutions communautaires enregistrées dans la gestion des ressources naturelles est attendue, ainsi qu'une augmentation dans le nombre d'institutions intermédiaires enregistrées (ONGs, associations féminines, comité villageois). Il est aussi attendu que les lois concernant l'environnement mentionnées dans la Conférence Nationale seront révisées devant l'Assemblée Nationale avant 1997. Aussi, 3 décrets d'application du Code Rural seront soumis à l'Assemblée Nationale avant l'an 1997.

3.2 Accès accru des producteurs aux informations techniques

L'information sera disséminée afin d'augmenter les connaissances des technologies et des marchés, et ainsi améliorant le taux d'adoption de pratiques de GRN. Les chefs de ménages, hommes et femmes, seront visés.

3.3 Capital accru disponible pour les communautés et les individus aux fins d'investir dans les techniques de GRN

Reconnaissant que le capital est une contrainte signifiante à l'investissement dans la GRN, il est anticipé qu'une proportion significative de capitaux disponibles (des allocation d'ONGs, des épargnes, des coopératives) seront investis dans des pratiques de GRN, particulièrement au niveau communautaire. Ce résultat croise l'OS2.

3.4 Capacité national améliorée de promouvoir et de soutenir les résultats 1, 2, e 3.

3.5 Un public bien informé sur les politiques clés et la législation affectant les droits et les responsabilités des citoyens (ressources naturelles).

Ce résultat vise spécialement à aider les producteurs ruraux à devenir plus connaissant de l'information qui peut les assister à améliorer leur pratique de GRN. Ceci peut inclure de l'information juridique, tel que la connaissance du Code Rural. Ou, cela pourrait aussi être de

l'information sur des pratiques techniques qui pourrait améliorer la productivité, le revenu et la durabilité des ressources naturelles desquelles ils dépendent.

Puisque l'objectif stratégique de la Mission est d'assister au changement des comportements qui logiquement mènerait aux changements physiques dans l'environnement, l'adoption de pratiques définies de GRN sera étudiée.

Ce rapport documente qu'il y a un grand besoin pour l'objectif stratégique 3.5. Il souligne les conditions favorables qui permettent l'amélioration de la sensibilisation et de la communication reliées à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles aussi. Il est important d'accentuer qu'avant de disséminer l'information, la capacité pour la disséminer - de mettre en oeuvre des activités de sensibilisation et de communication - doit être renforcée. Les résultats de cette évaluation démontre que la capacité dans la SCE au Niger est très faible.

Il est important de noter que la S&C joue un rôle important dans les trois objectifs stratégiques de l'USAID/Niamey. Pour cette raison, toute initiative de S&C en GRN doit être vue comme étant complémentaire aux autres activités de S&C dans les secteur financier, de santé et de l'agriculture, et ne peut que servir à renforcer ces initiatives. Avec une si grande concentration sur la S&C, la mission pourrait considérer le développement d'une unité multi-sectorielle, offrant un soutien technique en S&C à toutes les OS, permettant la coordination de toutes les initiatives de S&C de la mission, et améliorant sa capacité d'intégrer toutes les OS.

SECTION III LE GENRE

La section suivante offre une perspective sur le statut de la femme au Niger et soulève son importance quant aux initiatives de Sensibilisation et de Communication de l'Environnement, ainsi que celles spécifiques au Code Rural. Des questions au sujet des femmes et la SCE ont été posées dans tous les interviews. Des discussions approfondies sur le sujet ont été tenues avec les prochaines personnes:

Nom: Hadiza Djibo, Agent de programme
Programme de Genre et Développement

Organisation: USAID Niger

Nom: Eliane Allagbada

Organisation: Association des Femmes Juristes du Niger
B.P. 10689, Niamey, Niger
Tel: 72 36 00/72 31 31

Ces discussions ont été complétées par des réunions obtenues avec des femmes lors d'un séjour dans le district de Maradi, organisées par la Fédération des Eleveurs du Niger. La consultante a rencontré un groupe de femmes rurales dans le village de Olly Tadetta (Hausa, Puhl et Tuareg), et un groupe de femmes urbaines dans la ville de Konni (Puhl).

En plus des interviews et des discussions, de la documentation sur la condition féminine fut rassemblée et analysée. Cette section est présentée par l'entremise d'un sommaire des résultats, une analyse et des recommandations.

Sommaire des résultats:

Economie

Il est estimé que les femmes représentent 50,3% de la population du Niger. La grande majorité des femmes nigériennes vivent dans le monde rural où elles sont très actives, que ce soit dans l'agriculture, l'élevage ou l'artisanat, cela s'ajoutant aux multiples travaux domestiques. La paysanne nigérienne consacre 17 heures par jour de son énergie physique à ces tâches. De gros efforts ont été consentis pour améliorer leurs conditions de vie et alléger leurs tâches, par exemple: l'installation de moulins à grains et de petits équipements agricoles. Malheureusement, seulement un petit nombre de femmes peuvent profiter de ces nouvelles technologies.

Dans le secteur informel et le petit commerce, elles font également preuve d'un engagement remarquable. 83,4% des femmes exercent une activité génératrice de revenus. L'insuffisance de maîtrise des technologies modernes, la difficulté d'écoulement de leurs productions, le non accès au crédit bancaire et à la propriété foncière sont des freins qui limitent l'autonomie financière des femmes. Leur participation au processus de prise de décision reste encore très marginale. S'agissant des emplois salariés, si dans le secteur public, il n'y a pas de discrimination légale lors du recrutement, les femmes sont défavorisées lorsqu'il s'agit d'accéder aux postes de responsabilités. 19.5% des employés du secteur public sont des femmes, mais seulement 12.5 % occupent des postes de responsabilité administrative. Dans le secteur privé, les employeurs préfèrent les hommes aux femmes. Les femmes représentent seulement 10% du secteur privé.

Santé

En dépit des progrès réalisés par le pays depuis 1960, la santé des femmes reste toujours précaire. Elles continuent de payer un lourd tribut à tout un ensemble de maladies infectieuses, comme la méningite, les MTS et le SIDA. A cela il faut ajouter le vieillissement précoce dû à un niveau nutritionnel médiocre, à la surcharge de travail et aux grossesses multiples et rapprochées. En zone rurale, le taux de mortalité maternelle à l'accouchement atteint 9% et, dans certains départements, il atteint 11%. A l'heure actuelle uniquement 149 femmes sur 1000 peuvent bénéficier pour leur accouchement de l'assistance d'un professionnel de la santé. L'insuffisance d'infrastructures sanitaires est frappant. Seulement 32% des femmes vivent à moins de 5 km d'un centre de soins. En 1993, il n'y avait qu'une maternité pour 5000 naissances. L'indice synthétique de fécondité est de 7,4 enfants par femme au Niger. En plus, une Nigérienne sur 2 a son premier enfant avant 18 ans. L'insuffisance de la couverture sanitaire, le sous-équipement des centres de santé, certaines pratiques traditionnelles néfastes sont les principales causes de la mortalité. Le taux de mortalité des femmes et enfants est plus élevé parmi les communautés sédentaires (170/1000 et 141/1000 respectivement) que parmi les communautés nomades (134/1000 et 106/1000 respectivement). L'UNICEF suggère que le taux de mortalité a grimpé dans les années 1980s suite aux difficultés économiques, plusieurs sécheresses qui ont causé une insécurité alimentaire et la malnutrition.

La pression démographique s'ajoute aux pressions sur les services de santé et sur le développement en général. Le Niger a une politique de planification familiale qui promouvoit l'espacement des naissances à travers la promotion de la contraception moderne, surtout aux bénéfices des femmes. Plusieurs partenaires au développement du Niger y ont apporté leur assistance. Cependant, l'insuffisance des structures sanitaires et de personnel spécialisé; le déficit de communication et le désir de constituer une famille nombreuse, freinent cette politique de planification familiale, particulièrement en milieu rural.

Education et Alphabétisation

En 1994, les filles ne représentent que 37% des effectifs globaux des écoles. L'école est de moins en moins pourvoyeuse d'emploi du fait de la crise économique. Les parents, surtout en milieu rural, préfèrent garder les filles à la maison pour leur contribution aux travaux domestiques et au revenu

familial. Le meilleur rôle social qu'une fille doit assumer, selon le schéma culturel, c'est d'être une épouse, une mère de famille et une gardienne du foyer. 80% des filles âgées entre 7 et 12 ans ne vont pas à l'école, avec un haut de 90% dans les milieux ruraux. 98% des enfants (filles et garçons) âgées entre 7 et 12 ans de populations nomades ne vont pas à l'école. En 1993, le taux global d'alphabétisation est de 17%. Seulement 9% des femmes sont alphabétisées comparativement à un taux de 19% pour les hommes. Selon le Recensement de la Population du Niger en 1988, une personne rurale pour chaque cinq personnes urbaines, et une personne nomade pour chaque cinq personnes sédentaires, fréquente l'école. Les femmes de milieu rural et les femmes nomades sont les plus désavantagées. Le contraste est plus fort lorsqu'on les compare avec les femmes urbaines. Une fille nomade et une fille de milieu rural est alphabétisée pour chaque huit filles de milieu urbain âgées de plus de 10 ans. Pour les femmes âgées de plus de 15 ans, les proportions sont de une à trois, et une à neuf, respectivement. Tandis que l'Islam promouvait l'éducation des femmes, la réalité au Niger suggère que d'autres valeurs sont plus estimées que l'éducation des filles. L'impression négative de l'éducation occidentale affecte le taux de filles et de garçons aux écoles primaires. Pour cette raison, les familles de milieu rural se retournent de plus en plus vers les écoles coraniques pour l'instruction de leurs enfants.

Loi

Trois systèmes juridiques co-existent au Niger: le droit civil, islamique et coutumier. Les femmes en principe ne connaissent pas leurs droits et sont victimes de beaucoup de discrimination. Un Code de la Famille, récemment introduit pour améliorer la situation de la femme nigérienne, fut répudié par les groupes islamiques fondamentalistes et son adoption est maintenant retardé.

En accord avec la loi islamique, une femme demeure toujours sous la tutelle d'un homme: de son père pendant son enfance et de son mari ou un membre masculin plus âgé lorsqu'elle devient adulte. Les normes islamiques gouvernent le mariage au Niger. Le mari est le chef de la famille. Il doit fournir à son épouse de la nourriture, des vêtements et de l'hébergement même si cette épouse a la capacité financière de le faire. La femme est chargée des responsabilités domestiques. Le consentement du mari sur les mouvements de sa femme est largement accepté au Niger - il ne peut lui défendre d'assister à des réunions ou à d'autres activités au dehors de la maison. L'isolement est appliqué sporadiquement et, il y a plusieurs années, l'Association des Femmes du Niger s'est plainte que leurs efforts pour organiser les femmes étaient souvent bloqués suite au taux élevé d'absentéisme causé par les hommes qui refusaient la permission aux femmes de participer aux réunions.

Organisation féminines

Depuis déjà 1950, l'Association des Femmes du Niger (AFN) et l'Union des Femmes du Niger sont actives, essayant de mobiliser les femmes nigériennes, mais leurs activités ont pendant longtemps été limitées à Niamey. Aujourd'hui, l'AFN maintient un réseau de groupements dans tous les départements jusqu'au niveau du village. Elles ont développé des initiatives à la base communautaire pour les femmes, tel que des projets d'alphabétisme et de jardinage. Elles ont établi des centres communautaires pour femmes et elles continuent la lutte pour le passage du Code de la Famille. Dans les années 1990, plusieurs organisations féminines opéraient au niveau national. Elles sont unies par un

organisme de coordination: Coordination des Organisations Non Gouvernementales et Associations Féminines Nigériennes (CONGAFEN). Ce groupe est un collectif regroupant 31 structures membres travaillant dans l'éducation, la communication, le droit, l'environnement, ainsi que la promotion socio-économique, politique et culturelle de la femme.

Dans le milieu rural, l'organisation des femmes demeure faible. Quoique les femmes établissent des liens proches avec des amies et des voisines avec lesquelles elles travaillent pendant la saison agricole et avec lesquelles elles échangent des cadeaux, elles n'ont pas formé des groupes pour des activités économiques et productives collectives. Les sociétés de crédit à rotation (tontines) sont populaires mais aujourd'hui servent simplement au besoin monétaire liés aux cérémonies (mariages, baptêmes). Les femmes dans le passé n'ont pas profité du mouvement coopératif au Niger. Elles ne peuvent pas être membre d'une coopérative puisqu'elles ne sont pas reconnues légalement comme chefs d'exploitation. D'autres choses empêchent la participation des femmes dans les coopératives tel que leur manque d'éducation, la culture qui les empêche d'assister à des réunions publiques et les responsabilités du foyer. Aujourd'hui, plusieurs initiatives essayent d'améliorer cette situation et assistent les femmes à s'organiser au milieu rural.

Analyse:

Il est évident que beaucoup de disparité existe entre les sexes, entre les communautés urbaines et rurales et entre les populations nomades et sédentaires. Plusieurs projets et initiatives dans le domaine de l'environnement n'ont pas pris les besoins particuliers des femmes nigériennes en considération dans le développement de leurs interventions. Plusieurs initiatives dans le domaine de la SCE n'ont pas adapté leurs programmes aux contraintes qui existent pour accéder aux femmes rurales. Ceci est dû à un manque de conscientisation sur le genre parmi beaucoup de programmes de développement, à la base et au niveau national. Les organisations féminines prennent du pouvoir au Niger, mais aucune organisation avec la capacité d'intégrer la SCE fut identifiée.

Il est important de noter que les sujets qui concernent les femmes le plus ne sont pas les problèmes reliés à l'environnement. Elles savent que l'eau et le bois de chauffage sont de moins en moins disponibles, mais les sujets qui les concernent le plus sont la santé et la survie de leurs enfants, suivis par l'éducation pour elles-mêmes et pour leurs enfants, et la sécurité alimentaire. L'environnement suivrait ces derniers.

Recommandations:

1. Un atelier de conscientisation du genre devrait être organisé au niveau national afin d'assister les initiatives de base et nationales à intégrer le genre dans leurs programmes.
2. Des ateliers régionaux pourraient suivre l'atelier national.

3. Une sélection d'association féminines devrait être assistée afin de renforcer leurs capacité dans le domaine de la SCE. De l'assistance technique pourrait aider cette initiative.
4. Toutes les activités de SCE dirigées vers les femmes doivent essayer de lier l'environnement avec la santé familiale, l'éducation et la sécurité alimentaire, par exemple: souligner les avantages économiques d'un environnement sein, protéger l'eau des puits pour éviter les maladies, etc.

SECTION IV

LA SENSIBILISATION ET LA COMMUNICATION DU CODE RURAL

La concentration de l'Evaluation de la Sensibilisation et de la Communication sur l'Environnement au Niger concernait le processus du Code Rural, qui en est toujours aux premiers stades de développement. Le Code Rural est un effort politique entrepris par le Gouvernement qui vise à distribuer équitablement la terre commune appartenant à l'état. Lorsque le processus sera complété, le Code déterminera aussi l'utilisation de la terre. Le Secrétariat Permanent du Code Rural (SPCR) est l'institution responsable. Des discussions ont été tenues avec les représentants du SPCR ainsi qu'avec beaucoup d'autres agences, ONGs et projets impliqués directement et indirectement dans le processus du Code Rural. La prochaine section est présentée sous la forme d'un sommaire de résultats concernant les institutions responsables pour les activités du Code Rural et sur les efforts de popularisation du Code Rural déjà initiées. Les contraintes à la sensibilisation et la communication du Code Rural sont aussi décrites. Une liste de recommandations suit le sommaire.

Des questions concernant le Code Rural furent posées à tous les individus et à tous les représentants d'organisations rencontrés par la consultante. Beaucoup d'organisations ont été impliquées d'une façon ou d'une autre. Certaines ont participé aux efforts de communication, d'autres ont des membres affectés par le processus du Code Rural, et d'autres ont assisté financièrement à son développement, etc. D'importance, tous les nigériens sont affectés par le Code Rural et la plupart des agences internationales et nationales de développement ont un intérêt dans le processus. Plusieurs réunions et discussions, ainsi qu'une multitude de documentation sur le processus du Code Rural ont dicté les conclusions de cette section. En plus, la consultante a présenté ses conclusions préliminaires le 1er décembre, 1995 à l'Equipe de Résultats de l'Objectif Stratégique 3. La présentation a été planifiée afin d'obtenir l'opinion de l'Equipe sur ses conclusions préliminaires. La discussion qui a suivi a offert de l'information pertinente pour ce rapport. La liste de personnes consultées se trouve dans l'annexe A. La liste des participants de la réunion du 1er décembre se trouve dans l'annexe B. La liste de documents révisés se trouve dans la bibliographie (annexe C).

SOMMAIRE DES RÉSULTATS

Le Comité National du Code Rural (CNCR) et le Secrétariat Permanent du Code Rural (SPCR)

Le CNCR fut érigé par un décret en 1989 et est sous la tutelle du Cabinet du Premier Ministre. Le comité est composé d'officiels et de techniciens de différents ministères. Définie par le décret, son rôle est le suivant:

- ! de conduire une réflexion sur les systèmes de gestion rurale existants;
- ! de recueillir, d'analyser et de distribuer l'information sur le foncier;

- ! de définir les lois d'accès à la terre et aux ressources naturelles;
- ! de clarifier et conseiller les différentes structures intervenantes, par exemple: bailleurs de fonds, ONGs, etc.;
- ! d'assister les projets et les programmes dans leurs décisions concernant l'allocation et la gestion des ressources naturelles;
- ! de développer des textes juridiques et des règlements afin d'établir les dispositions des Principes d'Orientation du Code Rural; et,
- ! de populariser les textes et règlements.

Afin d'entreprendre ces activités, le CNCR s'appuie sur le SPCR. Le CNCR a activement participé à la conception des Principes d'Orientation et dans sa dissémination à travers le pays en décembre 1993. Depuis cela, le SPCR et le CNCR n'ont pas collaboré effectivement. De plus, un manque de financement et de ressources humaines au SPCR ralentissent le processus du Code Rural et l'établissement de commissions foncières.

Le SPCR est responsable pour:

- ! l'élaboration et la production de l'*Ordonnance 93-015 - Les Principes d'Orientation du Code Rural*;
- ! la traduction du dernier en sept langues nationales;
- ! la popularisation et la sensibilisation. Ce processus a été développé afin de permettre au SPCR d'évaluer l'opinion de la population sur le Code Rural et d'identifier au premier stage les conflits potentiels, ce qui pourrait assister à l'élaboration des textes complémentaires;
- ! le développement des textes complémentaires, clarifiant les Principes d'Orientation et déterminant leur application; et,
- ! l'établissement de Commissions Foncières pilotes qui ont pour but d'évaluer les différents problèmes présentés par l'application du Code Rural. Ceci assistera le processus de mise en oeuvre.

Ce qui suit est un compte rendu et une analyse des réalisations du SPCR jusqu'à date:

- ! L'élaboration et la production de l'*Ordonnance 93-015 - Les Principes d'Orientation du Code Rural*. Ce document a été distribué au niveau national. L'information détaillant la distribution du document et son impact n'étaient pas disponibles.
- ! Ce document a été traduit en sept langues nationales. Plusieurs discussions ont révélé que ces traductions n'étaient pas de bonne qualité. Ceci pose le risque que les gens développent une mauvaise interprétation du Code Rural.
- ! Les efforts de popularisation ont été mis en marche. La planification de cette campagne était faible. La campagne n'a pas été basée sur la recherche, elle n'a pas considéré les contraintes

pour la communication au Niger, décrites plus loin dans ce rapport. Le genre n'a pas été considéré dans la planification ou la mise en oeuvre de la campagne. On dit que la campagne a soulevé plus de questions que de réponses. Le SPCR, en collaboration avec la Commission Nationale de Popularisation du Code Rural, travaille indépendamment de plusieurs projets et organismes avec beaucoup d'expérience dans la SCE. La popularisation et la communication ont été soulignées comme étant des fonctions importantes du SPCR, mais aucun de ses employés a de l'expertise ou de la formation en communication.

- ! Les textes complémentaires sont en voie de développement, et ne sont pas complétés. Ils sont importants au processus de mise en oeuvre du Code Rural afin de permettre plus de consultation avec les communautés affectées. Beaucoup de gens ont mentionné la nécessité d'avoir plus de consultation sur le Code Rural, particulièrement avec la base. Le SPCR croit que beaucoup de consultation a déjà été entrepris. La consultante a observé que d'autres consultations sont nécessaires afin d'assurer que le Code Rural soit un outil de gestion de ressource efficace pour tous les gens concernés. Un processus de consultation stratégique pourrait assister dans l'élaboration des textes complémentaires.
- ! Deux Commissions Foncières pilotes ont été établies avec l'assistance financière de DANIDA. L'établissement de plusieurs autres est planifié pour 1996. Le rôle des Commissions n'a pas encore été établi. Les 13 membres de chaque commissions ont reçu de la formation sur le Code Rural et son application mais plusieurs ont de la difficulté à comprendre le processus et le Code lui-même.

Le SPCR emploie une documentaliste à temps-plein. Elle gère toute l'information (études, rapports, etc.) liés au foncier et aux lois pertinentes au Code Rural dans un centre de documentation. Le centre n'est pas fréquemment utilisé, les seules personnes qui le fréquentent étant principalement des consultants internationaux. Une promotion de son existence n'a pas été faite.

Une évaluation externe du processus du Code Rural sera dirigée en 1996 par l'USAID, DANIDA, la Banque Mondiale et l'Agence de Coopération Suisse.

Popularisation du Code Rural

En août 1993, un atelier de réflexion sur la Popularisation du Code Rural s'est tenu, rassemblant les 14 membres du Comité chargés de réflexion pour la popularisation du Code Rural. La popularisation s'adresse à la communication du Code Rural et du processus au grand public. Les objectifs de la campagne ont été établis comme suit:

- ! de faire connaître à tous les nigériens le contenu de la Loi d'Orientation;
- ! de sécuriser les citoyens quant à son contenu, ceci n'étant possible que si l'ensemble des nationaux en acquièrent une connaissance complète.

Pour réaliser ces objectifs, l'atelier a déterminé que la campagne de Popularisation doit s'adresser aux populations à travers les moyens de communication de masse que sont la radio, la télévision, la presse écrite, les radio clubs, l'édition, ainsi que tous les autres supports de popularisation: affiches, dépliants, auto-collants, t-shirts, conférences, etc. Le comité a recommandé la mise en place d'une Commission Nationale de Popularisation du Code Rural composés de 36 membres. Ceux-ci doivent être des spécialistes des différents domaines et être capables d'apporter une contribution technique, ou scientifique dans le processus de popularisation, en particulier dans le domaine de la formation de certains groupes cibles, dans le domaine de la traduction et de l'information. La Commission Nationale a été chargée de l'élaboration et l'organisation d'une campagne de popularisation du Code Rural.

Les participants de l'atelier ont aussi développé une liste de groupes cibles pour la popularisation du Code Rural, comme suit:

- ! les producteurs ruraux (agriculteurs, éleveurs)
- ! les associations (Chefs traditionnels, Femmes, Religieuses et Droits de l'homme)
- ! la presse écrite
- ! les ONGs
- ! les projets de développement
- ! l'université
- ! les écoles primaires et secondaires
- ! les bibliothèques
- ! l'administration (centrales, cadres et territoriales)
- ! les partis politiques
- ! les ambassades
- ! les organisations internationales
- ! les représentants des Nations-Unies

L'un des rôles identifiés pour le Comité National était l'identification des meilleurs moyens d'atteindre chaque groupe cible. Il fut déterminé que la radio serait prioritairement et principalement utilisée pour les producteurs ruraux et que les ONGs et les partis politiques recevraient un certain nombre d'exemplaires de la Loi d'Orientation.

Des actions spécifiques furent identifiés tel que la diffusion massive de la Loi d'Orientation ainsi que de ses productions dans toutes les langues nationales et en français; des émissions de radio suivi es de débats et des interviews; pièces de théâtre pour la radio; spots publicitaires, émissions et débats télévisé; débats radio clubs; dossiers de presse et publicité; développement de matériaux de supports (pamphlets, auto-collants); ainsi que des conférences-débats à Niamey et dans tous les départements. Le comité a aussi identifié les besoins de formation qui a inclus la formation du comité, responsables départementaux, chefs traditionnels, responsables religieux, associations, ONGs et les projets. La formation se concentrerait sur la maîtrise du contenu de la Loi d'Orientation et sur la capacité de former les autres groupes cibles. Un budget de 40 million de FCFA a été établi pour cette campagne.

En 1994, le Comité National du Code Rural a entrepris une évaluation interne de la campagne de popularisation du Code Rural. Le sommaire des résultats suit:

- ! 25 millions de FCFA du budget de 40 millions de FCFA ont été obtenus;
- ! La création d'une commission nationale de popularisation de 36 membres le 6 octobre 1993;
- ! L'élaboration d'un corpus juridique sous la forme d'un document intitulé "Guide du Formateur";
- ! L'édition et la diffusion massive de la Loi dans sept langues nationales;
- ! La diffusion d'émissions radio-télévisées au moins une fois, en français et dans toutes les langues nationales;
- ! L'organisation d'une conférence-débat à l'intention des étudiants et enseignants de l'IPDR de Kollo;
- ! L'organisation d'une conférence publique à Dosso;
- ! L'organisation de séances de popularisation à l'intention de plusieurs institutions et organismes impliqués dans la gestion et l'exploitation des ressources naturelles rurales; et,
- ! La tenue des 11 ateliers régionaux de popularisation, regroupant tous les Sous-Préfets et Maires, directeurs de départements, juges, directeurs des projets, Chefs de provinces, sultans, Chefs de canton et de groupement ainsi que des marabouts.

Autre que d'inscrire toutes les réalisations de la campagne de popularisation, l'évaluation n'a offerte aucune analyse des résultats de la campagne. Quelques objectifs qui auraient pu être mesurés avaient été établis pendant l'atelier de popularisation en 1993. L'évaluation a suggéré qu'une évaluation externe pourrait mesurer l'impact de la campagne sur les communautés rurales.

Il est important de noter que les 11 ateliers de popularisation ont offert de la direction au processus du Code Rural. Une liste de certaines recommandations et suggestions présentées suit:

- ! le développement de Commission Foncières et l'obtention de fonds opérationnels;
- ! certaines provisions du Code Rural causeront des conflits et, par conséquent, la solution de ces conflits demeure dans la l'élaboration des textes législatifs; et,
- ! accélérer le processus de développement de textes complémentaires en incluant les producteurs ruraux dans le processus.

Le SPCR reconnaît l'importance de la SCE au processus du Code Rural. Bien qu'un bon effort ait été mis à l'élaboration d'une campagne de popularisation, celle-ci n'était pas basée sur la recherche. Les groupes cibles étaient très variés, l'information qui devait être popularisée n'était pas établie (le message), et son impact n'a pas été mesuré. Ces limites étaient dues à un manque de financement. Il est aussi important de noter qu'une somme considérable a été dépensée à ces initiatives, mais que l'absence d'expertise et de planification stratégique a obtenu le résultat d'une campagne faible qui a potentiellement soulevé plus de questions, et ouvert la porte pour plus de conflits qu'elle aurait dû.

CONTRAINTES

L'identification de contraintes pour la sensibilisation et la communication du Code Rural sert à souligner les problèmes importants qui existent et qui affecteraient une future initiative.

Approche du Haut au Bas

Il est apparent que les efforts de popularisation ont jusqu'à ce jour utilisé une approche à sens unique, du haut au bas. Une preuve documentant les moyens de consultation avec les communautés de base dans l'élaboration de la Loi d'Orientation n'était pas disponibles. Le SPCR déclare qu'ils ont consulté au niveau national, et que cinq textes complémentaires ont été élaborés suite à ces consultations. Il semble que ceci ne se soit pas fait par un processus stratégique associant des méthodologies de recherche et d'évaluation. Les représentants d'éleveurs ont déclaré qu'ils ont été regroupés et l'annonce leur a été faite qu'un Code Rural existait.

Selon plusieurs, le processus du Code Rural a été initialement envisagé comme étant un processus dynamique, avec de l'information qui descendait et remontait par l'entremise de la Sous-Préfecture. Depuis que le processus a été initié, les Sous-Préfets ont tous été changés et le processus dynamique n'existe plus.

Le Code Rural a des implications sérieuses sur la vie des nigériens du milieu rural et les tensions ont déjà fait surface suite à ce processus. Il est nécessaire d'obtenir de l'information sur les connaissances des communautés rurales sur les ressources naturelles et l'environnement, leurs idées concernant le foncier, leurs suggestions pour l'application, et même la popularisation du Code, afin de développer un Code Rural qui ne causera pas de tensions ou de conflits et un effort de popularisation qui sera efficace.

La Marginalisation des Communautés Nomades et Semi-Nomades

Les communautés nomades et semi-nomades, principalement Peuhl et Touareg, n'ont pas été complètement incluses dans le processus du Code Rural. Ceci est partiellement dû à leur mode de vie qui les rend plus difficile à accéder et aux problèmes politiques au nord du Niger, territoire de plusieurs tribus nomades. Plusieurs demeurent aussi dans les zones pastorales. Très peu de projets interviennent dans ces zones.

La majorité des communautés pastoralistes et agro-pastoralistes maintiennent des troupeaux de bétails comme leurs moyens principaux de survie. Ils sont très affectés par le Code Rural, particulièrement en ce qui concerne les zones de pâturages, les couloirs de passage et l'accès à l'eau. Le Code Rural a de sérieuses implications sur leur mode de vie et leur survie. Les tensions parmi ces communautés s'élèvent sur ce sujet, et des conflits (parfois sérieux, tel qu'à Toda en 1991) entre les éleveurs et les agriculteurs montent. Très peu de terres arables sont disponibles aux communautés nomades, et les communautés sédentaires peuvent maintenant contrôler ou être propriétaires des terres qui auparavant étaient partagées.

Les réunions avec les communautés Peuhl et Touareg ont démontré que plusieurs sont informées sur certains principes du Code, ou au moins étaient au courant de son existence. Mais il semble que plusieurs l'auraient mécompris, ce qui cause de sérieux problèmes pour une initiative de SCE.

Manque de Capacité dans le domaine de la sensibilisation et de la communication

La consultante n'a pas pu visiter les facilités de communication technique telles que les imprimeries et les sociétés de production de vidéo. Une société qui a été identifiée en tant qu'une ressource de qualité n'était pas disponible, (Anfanni). Par les entrevues, il fut déduit que la capacité dans le domaine technique de la communication était faible au Niger. Il y a très peu d'imprimeries et parmi celles-ci aucune fait de la production de couleurs complète.

La consultante m'a pu identifier que quelques personnes avec de l'expertise dans la Sensibilisation et la Communication, particulièrement dans le développement de matériel et la formation. Ils étaient tous des expatriés. Aucun nigérien avec de l'expertise dans la Sensibilisation et la Communication fut identifié.

Le manque de capacité technique a des implications sur le développement de programmes de sensibilisation et de la communication pour le Code Rural et pour la SCE générale.

Manque de Coordination dans le SCE

Plusieurs programmes et organismes se spécialisent dans le domaine de la sensibilisation et de la communication ou ont au moins une certaine capacité d'entreprendre ce genre d'initiative. Jusqu'à maintenant, la coordination est faible et il y a du chevauchement dans la programmation et dans les projets. Sans coordination, la mise en oeuvre d'une campagne de SCE pour le Code Rural sera difficile. Le développement du Réseau d'Education Environnementale pourrait alléger cette contrainte.

Limite d'accès aux médias conventionnels

Très peu d'individus en milieu rural ont accès à la radio, à la télévision ou aux matériels imprimés. Les journaux ont une audience limitée même avec la croissance de la presse privée des dernières années. La circulation dépasse rarement 10,000 exemplaires et demeure limitée aux plus grands centres urbains. Aucune publication m'est dirigée aux populations rurales. La transmission de la radio couvre le pays entier et se régionalise avec la Coopération Allemande. La télévision est disponible dans presque tout le pays. Néanmoins, seulement 18.5% des ménages ont une radio et seulement 2.9% des ménages ont une télévision. Ces chiffres représentent la propriété et non pas l'accès. Une étude a établi que seulement 5% des femmes ont accès à la radio. Même si elles avaient accès, les longues journées de travail des femmes limitent considérablement le temps qu'elles peuvent écouter la radio ou regarder la télévision.

En 1993, le taux global d'alphabétisme au Niger était de 17%. Seulement 9% des femmes sont alphabétisées, comparées aux taux de 19% pour les hommes. L'analphabétisme est plus élevé chez les gens de milieu rural et encore plus haut pour les communautés nomades. Le taux faible d'éducation à

27% limite aussi l'accès à l'information. La nécessité de développer des formes alternatives de sensibilisation et de communication doit être soulignée.

Difficulté d'accès aux femmes

Comme décrit plus haut, l'accès aux femmes rurales au Niger peut être difficile. Le taux élevé d'analphabétisme, les responsabilités domestiques, les contraintes sociales et culturelles, incluant l'isolement qui est pratiqué sporadiquement au Niger, rendent l'accès aux femmes difficile. La marginalisation des femmes au milieu rural peut facilement mener à leur marginalisation au processus du Code Rural. Le rôle des femmes dans la gestion et l'utilisation des ressources naturelles est très grand au Niger et leur participation doit être assurée. Des mesures spéciales doivent être prises afin de développer des interventions de SCE convenables qui assureront que les femmes sont atteintes et incluses dans le processus du Code Rural.

RECOMMANDATIONS

1. Etude de base

Une étude de base doit être menée afin d'évaluer les connaissances des producteurs ruraux sur le Code Rural. La consultante a trouvé que plusieurs personnes avaient développé une impression négative du processus du Code Rural et qu'ils étaient sceptiques. Les gens n'ont pas nécessairement été informés, mais ont été mal-informés et alors ont mal-interprété le Code Rural, son application et son implication. La perception des gens doit être analysée avant d'élaborer une campagne de S&C stratégique. Une analyse de comportement des communautés rurales du Niger, sédentaires et nomades, saurait compléter cette étude. L'USAID, en collaboration avec Chemonics International, a récemment entrepris une étude de ce genre dans le domaine des ressources naturelles. Un échantillon test était en cours lors de la visite de la consultante. Des échantillons seront pris aux intervalles de quatre ans. L'information dérivée de ces études offrira de la direction dans l'élaboration des initiatives de S&C pour le Code Rural.

2. Approche consultative

La première démarche dans l'élaboration d'une stratégie de S&C pour le Code Rural serait de s'engager dans une approche stratégique consultative renouvelée. Il n'est pas trop tard pour entreprendre cette approche. La concentration devrait être sur une révision et une réparation des mécompris et de former un accord harmonieux qui renforcera la confiance des producteurs ruraux et les engagera dans le processus du Code Rural. Une intervention directe et immédiate en SCE pour le Code Rural, (la popularisation par exemple), est prématurée. Les risques associés à une campagne de popularisation directe sont énormes, allant d'un danger que le Code Rural soit ignoré au risque qu'il cause de sérieux conflits entre des familles et des groupes ethniques. Les stratégies visant une approche consultative doivent mettre l'accent sur l'utilisation de méthodologies participatives.

3. Ramener l'information obtenue d'une approche consultative aux Textes Complémentaires

L'information obtenue d'une approche consultative devrait être utilisée dans l'élaboration des textes complémentaires.

4. Le rôle des Commissions Foncières

Le rôle des commissions foncières devrait être déterminé et leur participation dans les initiatives de SCE doit être essentielle.

5. Traduction

La traduction des *Principes d'Orientation du Code Rural* devrait être révisé et corrigé avant qu'elle ne soit distribuée. La traduction devrait être complétée avant les initiatives de SCE. Des matériaux de références simplifiés, expliquant le Code et les maintes implications pour les communautés, devrait être développés. Ces document, traduit dans les langues nationales, servirait de base pour les discussions.

6. Satisfaire les besoins particuliers des femmes

Toutes les initiatives de SCE pour le Code Rural, que ce soit une étude de base, des activités consultatives ou des campagnes de SCE, doivent être élaborées afin de refléter les besoins particulier des femmes rurales du Niger. Les initiatives de SCE doivent être ciblées et élaborées pour les femmes, individuellement. A cause de leur faible niveau d'éducation et l'analphabétisme commun, ainsi que des contraintes culturelles et religieuses, les initiatives doivent être modifiées pour rencontrer leurs besoins particuliers. Il est recommandé que des assemblées spéciales, pour femmes seulement, soit organisés puisque l'on ne peut pas s'attendre que les femmes se réunissent avec les hommes. Même si elles peuvent participer dans une assemblée avec des hommes, elle ne pourront pas contribuer complètement dans un groupe mixte.

7. Inclure la conscientisation du genre

Toutes initiatives de SCE pour le Code Rural devrait essayer d'inclure un élément de conscientisation du genre. Ceci pourrait se faire par l'entremise de discussion avec des groupes d'hommes et des groupes de femmes sur le rôle des femmes dans la gestion des ressources naturelles. Cela pourrait se faire lorsque les institutions impliquées dans le processus du Code Rural ont reçu de la formation dans la conscientisation du genre, recommandée dans la dernière section.

8. Satisfaire les besoins spéciaux des communautés nomades/semi-nomades

Toutes les initiatives de SCE pour le Code Rural, que ce soit une étude de base, des activités consultatives ou des campagnes de SCE, doivent être élaborés afin de refléter les besoins particulier des communautés nomades et semi-nomades du Niger. Les initiatives de SCE doivent être ciblées et élaborées spécifiquement pour ces communautés. Parce que ces

communautés ont un taux faible d'éducation, un taux élevés d'analphabétisme, particulièrement parmi les femmes, et puisqu'elles sont difficiles à accéder dû à leur mode de vie et les problèmes politiques dans les zones pastorales et désertes, les initiatives doivent être modifiées afin de rencontrer leurs besoins spéciaux.

9. Atténuer les tensions

Toutes les initiatives de SCE pour le Code Rural doivent atténuer les tensions existantes entourant ce sujet. Les méthodes qui pourraient être utilisées incluent l'humour par l'entremise de théâtre ou de griots, des marionnettes et la musique.

10. Un besoin d'interventions créatives

Toutes les interventions de SCE doivent être élaborées avec créativité. Les médias traditionnels, tel que les journaux, la radio et la télévision, atteignent très peu de gens au Niger, particulièrement dans les milieux ruraux. La SCE pour le Code Rural doit être élaboré avec ces contraintes en tête. Les interventions pourraient inclure des groupes d'animation communautaires, des griots, des théâtres de marionnettes, des drames ou des comédies, des unités de vidéo mobiles, etc. La consultante a appris que plusieurs troupes et groupes offrent ces services à travers le pays. Une étude compréhensive de toutes ces ressources existantes pourrait assister dans l'identification d'activités potentielles.

11. Utiliser les ressources de la base

Les ressources locales, de la base, devraient être utilisées pour toutes les initiatives reliées au Code Rural. Les communautés rurales réagissent mieux aux individus de leur région, quelqu'un qu'ils connaissent, au lieu d'un étranger. Les activités doivent être élaborées afin de rencontrer les besoins particuliers de chaque district et, lorsque ceci est possible, elles devraient être élaborées par eux-mêmes. La capacité des organisations de base et des organisations nationales travaillant à la base, devrait être renforcée afin qu'elles puissent participer à l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation des initiatives de SCE pour le Code Rural.

12. Encourager le dialogue entre les communautés agricoles et pastorales

Une initiative de SCE pour le Code Rural devrait inclure l'introduction d'un processus de dialogue entre les communautés agricoles et pastorales, sédentaires et nomades. Ceci pourrait être mis en oeuvre par les organisations de base en utilisant des méthodologies participatives.

13. Comité de coordination de S&C pour le Code Rural

Toutes les initiatives de SCE pour le Code Rural devraient être initiées à travers un comité de coordination, et non pas seulement par le SPCR ou le CPCR. Beaucoup de ressources disponibles aux efforts de SCE, autre que l'ONVPE et RIDD-FITILLA, n'ont pas été utilisées dans le processus de popularisation. Beaucoup d'organismes qui auraient pu aider ou profiter de l'information n'ont pas été impliqués. Le nouveau réseau d'éducation environnementale de l'UICN serait probablement dans une position d'identifier les ressources potentielles. Les

représentants d'organisations, du gouvernement et de projets impliqués dans le développement de la base, pourraient apporter de l'expertise nécessaire au processus d'élaboration, de mise en oeuvre et d'évaluation des initiatives de SCE pour le Code Rural. Toutes les ressources disponibles devraient être utilisées afin d'assurer la transmission nationale d'un message harmonieux, d'assurer que tous les nigériens sont atteints et afin d'utiliser le plus effectivement les ressources financières limitées. Un effort coordonné, incluant tous les secteurs et agences pertinents, et qui utilise toutes les ressources aux maximum, avantagerait le processus complet.

14. Coordonnateur de SCE pour le Code Rural

Puisque la responsabilité pour le SCE pour le Code Rural devrait être mise entre les mains d'un comité de coordination, et si les ressources financières le permettent, un coordonnateur responsable pour le SCE pour le Code Rural devrait être assigné. Cette personne travaillerait de près avec toutes les agences impliquées dans le processus du Code Rural, assurant une initiative nationale précise, claire et harmonieuse. Cette personne pourrait travailler à travers le SPCR ou une autre institution appropriée, et devrait être munie avec de l'assistance technique à long-terme, ainsi qu'avec de l'assistance stratégique à court-terme. En plus de cette assistance, le programme responsable pour la promotion du Code Rural devrait recevoir de l'assistance financière afin de pouvoir développer des matériels, diriger des campagnes et mobiliser les groupements.

15. L'Evaluation du SPCR et la communication

L'Evaluation externe du processus du Code Rural qui sera conduite au début 1996 devrait examiner les réalisations du SPCR dans le domaine de la SCE, particulièrement les efforts de popularisation du Code Rural.

16. Etudes de LTC

Pendant les cinq dernières années, beaucoup d'études ont été entreprises sur le processus du Code Rural, principalement par le "Land Tenure Centre" de l'Université du Wisconsin, par l'entremise d'un accord coopératif avec l'USAID. Cette information doit être utilisée pour diriger les initiatives de SCE pour le Code Rural.

17. Soutien à long-terme

Du soutien institutionnel à long-terme est recommandé afin de:

- ! Renforcer la capacité des ONGs, des agences du gouvernement, des institutions académiques et du secteur privé pour qu'ils puissent élaborer, mettre en oeuvre et évaluer des initiatives en SCE, et offrir des services, surtout ceux spécifiques au Code Rural.

- ! Assister dans le développement d'un Comité National de SCE pour le Code Rural et de former un coordonnateur nigérien.
- ! Développer un programme de communication pour le processus du Code Rural.

Un conseiller résident pourrait non seulement assister dans le domaine de la SCE pour le Code Rural, mais pourrait aussi assister dans le développement d'une capacité nationale dans le SCE. Pour cette raison, un conseiller devrait être attaché à une institution générale d'environnement/ressources naturelles, tel que le Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement, l'UICN ou le C/GRN. Une alternative serait de développer un projet de communication "indépendant" qui pourrait assister plusieurs initiatives.

18. Ralentir le processus et inclure les communautés rurales

Finalement, la nature extrêmement sensible du foncier de la terre et des ressources naturelles doit être sérieusement considérée. Le processus du Code Rural inclut les procédures à travers lesquelles un système foncier de la terre et des ressources naturelles seront formalisés, popularisés et mis en oeuvre aux niveaux national et local. Il est évident que des conflits ont été créés par le processus du Code Rural et par son application imminente. Les conflits fonciers sont communs à travers le monde. L'expérience nous signale que ce processus prend beaucoup de temps, particulièrement le processus d'établir un accord harmonieux entre tout les parties. Pour cela, il est recommandée que l'emphase soit mise sur le renforcement du pouvoir des communautés afin qu'ils puissent participer au processus du Code Rural.

SECTION V
ANALYSE DE BESOINS DANS LE DOMAINE DE LA
SENSIBILISATION ET DE LA COMMUNICATION SUR L'ENVIRONNEMENT

Le but de la Section V est de décrire les programmes existants et les initiatives qui entreprennent, ou qui pourrait entreprendre dans le futur, des activités de SCE au Niger, incluant les activités reliées particulièrement au Code Rural. La section est présentée par l'entremise d'un sommaire de trouvailles basé sur les réunions tenues par la consultante avec les organismes ciblés au Niger.

ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES NATIONALES

Organisation: L'Association des Radios Clubs du Niger

Contact: Mahamane Bakabé, Président

Adresse: Directeur de la Communication
Ministère de la Communication
B.P. 368, Niamey, Niger

Téléphone: 72 26 44

Description de l'organisation:

Ce réseau de radio clubs est composé de 408 animateurs situés à travers le pays. Après que les animateurs aient reçu des cassettes audios portant sur des sujets précis, ils rassemblent les villageois afin qu'ils écoutent la transmission qui dure environ 10 minutes. Suite à cette audition, l'animateur dirige un débat sur le sujet transmis. Ceci permet au membres de la communauté d'apprendre sur le sujet et d'identifier leurs soucis et leurs besoins. Les débats sont enregistrés et remis à l'organisation responsable. Ceci permet à l'organisation de recevoir et d'analyser la réaction des communautés sur le sujet, surtout leurs compréhensions et ce qui les concerne.

Les animateurs sont bénévoles. Ils sont fournis avec l'équipement et la formation nécessaire. Ils sont choisis par les membres de la communauté et doivent être alphabétisés. L'organisation emploie cinq personnes basées à Niamey. Parmi les employés, il y a deux producteurs, un documentaliste, un technicien et un assistant. Le financement provient de l'Etat. Les bailleurs de fonds ont utilisés les services de l'association et en payant pour les services offerts, fournissent l'association avec des fonds nécessaires. Ils incluent l'UNICEF, l'USAID Niger et l'UNESCO.

Les animateurs sont formés dans les aspects techniques du programme, par exemple: l'opération de l'équipement, le rôle d'un animateur, ainsi que les sujets entrepris par l'association. Ils sont aussi formés

pour encourager les communautés de s'engager dans un processus de décisions collectives qui se concentre sur des solutions et des actions à prendre. D'importance, 50 animateurs ont reçu de la formation payée par l'USAID.

L'UNICEF, par l'entremise d'un accord de coopération avec le Ministère des Communications, utilise les services de l'association dans leurs initiatives de sensibilisation et de communication. En partie de cet accord, l'UNICEF a fourni un véhicule à l'association. L'initiative de l'UNICEF est décrite en détail dans les pages suivantes de ce document.

Les sujets portant sur l'environnement ont été entrepris par l'association. Une cassette, suivi par un débat, a été produite sur le Code Rural mais aucune analyse ne fut menée afin de déterminer l'impact.

Analyse:

L'Association des Radios Clubs du Niger est une organisation qui a le potentiel d'être très active dans le domaine de la sensibilisation et de la communication de l'environnement. Suite à l'information et aux commentaires reçus par les organisations qui collaborent avec l'association, ainsi que les consultations avec le président, Mr. Mahamane Bakabé, l'organisation demeure faible dans sa capacité de développer le matériel nécessaire et le suivi des débats. Aussi, les animateurs ont besoin de la formation continue sur les sujets qui leur sont assignés. Avec de l'assistance, les Radios Clubs pourraient être renforcés afin de devenir un lien de communication au grand public, particulièrement les jeunes hors du milieu scolaire, les femmes et les communautés analphabètes.

Recommandations:

1. L'Association des Radios Clubs du Niger pourrait recevoir de l'assistance afin de renforcer sa capacité dans le domaine de la sensibilisation et la communication. Cette initiative doit être coordonnée avec l'UNICEF en vue de leur coopération bien développée. La capacité de l'Association pourrait être renforcée en donnant de l'assistance financière pour des fournitures de bureaux, la formation des employés, la formation en gestion financière et la formation en S&C.
2. Lorsque la capacité de l'association sera renforcée, elle sera bien placée pour offrir des services de SCE au niveau du village, ainsi que pour entreprendre des activités de SCE spécifiques au Code Rural. De l'assistance technique assisterait cette initiative.

Organisation: La Fédération Nationale des Eleveurs du Niger (FNEN)

Contact: Dr Boubacar Hassane, Président

Adresse: B.B. 651
Niamey, Niger

Téléphone: 75 24 49

Autres contacts: Mahamado Maman, Président, ainsi que les membres de la FNEN-District de Maradi
Ardo Choro, Président, FNEN-Olly Tadetta et villages environnant
Hodi Bammo, Président, FNEN-Arrondissement de Dakoro

Description de l'organisation:

Un des buts principaux de l'association est de sensibiliser ses membres sur le processus du Code Rural afin qu'ils puissent participer. Bien que la plupart des membres de la FNEN soient des hommes, certains groupements de femmes se forment au niveau régional. Ceux-ci consistent de membres de familles d'éleveurs demeurant en milieu urbain. Les membres payent un montant annuel de 500 CFA et l'organisation, formée il y a un ans, espère développer des projets tel que des schémas de prêts partagés.

Il est important de noter que la FNEN est l'une de huit organisations représentant les intérêts des éleveurs au Niger. Suite aux contraintes de temps, il fut impossible de rencontrer les représentants de ces autres organisations.

Analyse:

Un des sujets les plus contentieux entourant le Code Rural est l'implication sur les éleveurs nomades et semi-nomades. Leur participation dans le processus du Code Rural a, jusqu'à maintenant, été minime. Ceci est dû principalement à la difficulté d'accès à ces communautés. Le grand montant de dégradation du sol dans les zones pastorales et les implications de la sédentarisation de la population sur le pays entier est d'importance majeure. Il est évident que la capacité de plusieurs organisations est faible dû à la fragmentation. L'organisation a très peu d'expérience dans la SCE.

Recommandations:

1. La FNEN, ainsi que les autres organisations qui représentent les éleveurs, pourraient être impliquées dans les activités de SCE spécifiques au processus du Code Rural. Leurs structures pourraient servir de mécanismes importants afin de rejoindre ces populations qui sont difficiles à accéder dans ce vaste pays. Des organisations convenables représentant les éleveurs pourraient être identifiées, et par suite, leur capacité d'entreprendre des projets de SCE pourrait être renforcée. De l'assistance technique pourrait assister à cette initiative.
2. Le rôle des organisations qui représentent les éleveurs ne doit pas être relégué au Code Rural seulement, mais devrait intégrer tout les sujets en rapport avec l'environnement et pertinent aux éleveurs. Toutes les initiatives en SCE ciblent ce groupe doivent essayer:
 - ! de lier les avantages au processus du Code Rural
 - ! d'atténuer les tensions qui existent entourant le processus du Code Rural.
3. Toutes les initiatives entreprises par l'entremise des éleveurs doivent essayer d'assurer que toutes les activités effectuées par les différentes organisations soient coordonnées.

Organisation: **Le Réseau d'Intégration et de Diffusion du Droit en Milieu Rural (RIDD-FITILLA)**

Contact: **Harouna Seidou et Anne-Marie Diallo, Secrétariat**

Adresse: **B.P. 11565
Niamey, Niger**

Téléphone: **75 21 68**

Autres contacts: **Salmou Magagi, Animatrice, Clinique Juridique de Safo
Hanatou Rébo, Animatrice, Clinique Juridique de Madarumpfa**

Description de l'organisation:

L'objectif principal de RIDD-FITILLA est de sensibiliser les communautés rurales sur les lois du Niger. Afin d'atteindre ces objectifs, le projet intitulé "Loi au Village" fut développé. Ce projet a formé et mis en place une équipe de para-juristes au milieu rural et a établi des cliniques juridiques, aussi en milieu rural.

Les parajuristes, formés par des spécialistes en droits, ont la responsabilité de faire progresser dans le monde rural la connaissance et le respect du principe de la primauté du droit ainsi que la protection des personnes concernée. Ces bénévoles sont choisis parmi des candidats originaires des localités où ils

travaillent et voyagent dans les villages environnant. Ils sont souvent des instituteurs, des professionnels de santé, des agents locaux du gouvernement, etc. Sixty-five parajuristes ont été formés par l'entremise d'ateliers de 10 jours, et sont situés dans les départements suivants: Maradi, Tahoua, Dosso, Zinder, Diffa et Tillabéry. Ils sont équipés avec des magnétophones et des cassettes avec des émissions sur des sujets spécifiques narrés par un spécialiste approprié. Ces émissions sont utilisées afin d'engager les villageois dans des débats et de fournir un mode de sensibilisation sur des sujets ciblés. Les parajuristes sont aussi approvisionnés de matériaux de soutiens.

Les cliniques juridiques furent créées dû aux réalités sociologiques et démographiques des femmes nigériennes. Puisqu'elles sont marginalisées du système juridique et puisqu'elles représentent plus de 52% de la population, RIDD-FITILLA vise à fournir de l'information et de la formation en éducation civique ainsi qu'un appui-conseil juridiques dans tous les domaines. Dû au taux élevé d'analphabétisme, les cliniques juridiques visent à rendre la loi plus accessible. Dix-sept cliniques ont été établies et l'établissement de deux autres cliniques est prévu. Les cliniques sont dirigées par des juristes qui sont responsables de former les animateurs bénévoles locales attachés à chaque clinique. Les cliniques offrent des services pour toutes les femmes du milieu rural, incluant les associations féminines et les groupements communautaires.

Le projet "Loi au village" de RIDD-FITILLA a aussi développé une série d'émissions de radio dans quatre langues nationales qui fut diffusée par les stations de radios nationales et régionales. Les langues des émissions étaient le Haussa, le Zarma, le Fulfulde et le Kanuri. Les sujets des émissions ont inclus le Code Rural, l'environnement, la santé publique, les coopératives rurales, parmi d'autres. Le coût pour développer chaque émission est de CFA 60,000 (\$250.00).

Analyse:

RIDD-FITILLA a développé un réseau qui pourrait potentiellement participer dans des initiatives de SCE, incluant la SCE du Code Rural. En août 1995, DANIDA, qui assiste financièrement trois cliniques juridiques, a dirigé une évaluation du projet "Loi au village". L'évaluation a souligné la nécessité d'assurer le maintien du projet, ce que RIDD-FITILLA n'a pas encore planifié, ainsi que l'importance de former plus de femmes parajuristes. L'évaluation a aussi souligné une faiblesse dans les procédures de suivis. DANIDA a fait une recommandation de diversifier les activités du projet afin d'assurer son maintien. Le bureau national de RIDD-FITILLA est aussi faible puisque certains employés doivent entreprendre d'autres emplois dû à un manque de fonds. Des faiblesses ont aussi été identifiées au niveau de l'administration des finances.

Recommendations:

1. Bien que plusieurs faiblesses furent identifiées dans la structure de RIDD-FITILLA, ainsi que sa capacité d'exécuter des projets, l'organisation a tout de même développé de l'expérience

importante dans le domaine de la S&C, ainsi que sur le Code Rural. Leur réseau est bien établi, mais n'est pas encore soutenable. Par l'entremise d'assistance technique, la capacité de l'organisation pourrait être établies afin qu'elle puisse fournir de la formation améliorée dans le domaine de la S&C, ainsi que dans le domaine de la SCE spécifique au Code Rural.

2. Puisque des faiblesses ont aussi été identifiées dans le domaine de l'administration des finances, la capacité de l'organisation pourrait aussi être renforcée dans ce secteur par l'entremise d'assistance technique. Puisque DANIDA a recommandé la diversification des projets de RIDD-FITILA afin d'assurer son futur, et puisque celle-ci a déjà développé de l'expérience dans le domaine de formation pour le Code Rural, l'organisation pourrait servir d'agence de formation dans le domaine de la SCE. Son réseau de parajuristes formé(e)s et de cliniques juridiques pourrait offrir des services de SCE au niveau du village, ainsi que ceux spécifiques au Code Rural.
3. La capacité de l'organisation dans le domaine des recherches sociologiques pourrait être établie puisque la nature de RIDD-FITILLA lui permet d'obtenir de l'information de la base des communautés rurales en ce qui a trait à l'environnement et sur le Code Rural aussi. L'assistance technique pourrait assister cette initiative.

Organisation: **Organisation Nigérienne des Volontaires pour la Préservation de l'Environnement**

Contact: **Idrissa Daouda, Secrétaire Exécutif**

Adresse: **B.P. 2842
Niamey, Niger**

Téléphone: **72 30 66**

Description de l'organisation:

Créée en 1989, cette ONG a pour mission de contribuer au développement durable en promouvant et en vulgarisant des techniques et technologies appropriées dans le domaine de la préservation et la restauration de l'environnement auprès des communautés de base. L'organisation intervient principalement dans le domaine de la SCE. L'ONVPE adopte une approche participative avec les bénéficiaires dans la conception, l'exécution et le suivi des projets. Son but est aussi de développer l'autonomie des bénéficiaires dans la gestion des projets par le transfert de compétences. Parmi plusieurs projets entrepris par l'ONVPE, l'un va bientôt fournir de la formation en SCE pour les ONGs de bases nigériennes. L'ONVPE a récemment reçu de l'assistance financière pour entreprendre un cours de formation des formateurs pour ses employés afin qu'ils puissent établir ce projet national.

L'ONVPE a aussi entrepris des projets de formation en gestion des ressources naturelles au niveau villageois.

Les zones d'intervention sont dans les départements de Tillabéry (arrondissements de Filingué et Kollo) et Dosso (arrondissements de Gaya et Boboye). Le secrétariat est composé de deux employés et un bénévole canadien qui assiste l'organisation au niveau de la gestion et de l'administration. Seize agents sont employés au niveau villageois dans les deux départements. Les employés ont reçu de la formation en Méthodologie Accéléré de Recherches Participatives (MARP). Parmi les membres de l'organisation, on retrouve des sociologues, des économistes, des spécialistes en agriculture, ainsi que d'autres spécialistes en développement. L'organisation a déjà été contracté pour entreprendre des projets de recherches dans ces domaines en utilisant l'expertise de ses membres.

Ses partenaires techniques incluent les Services techniques gouvernementaux; les partenaires à la base (groupements et associations villageois); l'UICN (dont l'ONVPE est l'un de ses deux membres au Niger); ainsi que le Centre Canadien d'Etude et de Coopération Internationale (CECI). Ses partenaires financiers incluent l'USAID; le Programme de Solidarité pour le Développement du Sahel (PSDS/COE); la Fondation Jean Paul II; ainsi que Solidarité Canada Sahel (SCS).

L'ONVPE a dirigé des ateliers de formations sur le Code Rural dans deux départements. Le secrétaire exécutif a exprimé l'intérêt de l'organisation de diriger d'autres ateliers semblables ciblés aux ONGs de base, dans d'autres départements. Il a aussi exprimé l'intérêt d'engager l'organisation dans un processus participatif sur le code rural, rassemblant ensemble les membres des communautés agricoles sédentaires et ceux des communautés d'éleveurs nomades.

Analyse:

L'ONVPE, bien qu'elle fonctionne dans seulement deux départements, a développé une bonne capacité dans le domaine de la SCE. L'organisation a de l'expérience avec les communautés de base et dans la formation de maintes initiatives dans le domaines de la gestion des ressources naturelles. L'ONVPE a établi de bons partenariats avec les bailleurs de fonds et le Gouvernement afin d'entreprendre ses programmes.

Recommandations:

1. Récemment, L'ONVPE a reçu de l'assistance financière de CECI afin d'entreprendre des cours de formation des formateurs pour ses employés. Si ce programme est réussi, le modèle pourrait être reproduit dans d'autres départements. La capacité de formation de l'ONVPE pourrait être renforcée afin d'offrir des services de formation dans d'autres départements à travers le pays.

2. Suite à son expérience dans le domaine de la SCE, l'ONVPE pourrait assister au processus de SCE du Code Rural.
3. L'intérêt de l'ONVPE d'utiliser son expertise dans le MARP pour assister le processus du Code Rural devrait être considéré puisque ce domaine nécessite beaucoup d'attention.
4. L'organisation pourrait aussi profiter de la formation dans le domaine de l'évaluation du suivi, leur permettant d'intégrer ces méthodes dans ses projets. L'ONVPE doit être en mesure d'évaluer la qualité de ses projets, l'apprentissage et les changements d'attitudes qui prennent place, de documenter ses expériences et de partager ses résultats avec d'autres organismes. L'assistance technique pourrait assister cette initiative.

ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES

Organisation: UICN - Union Mondiale pour la nature

Contact: Tom Price, Directeur Adjoint et Conseiller en Sciences Humaines

Adresse: B.P. 10933
Niamey, Niger

Téléphone: 75 31 38

Fax: 75 22 15

Autres contacts: Peter J Kristensen, Chargé de Programme

Description de l'organisation:

Le bureau de coordination régionale de l'UICN pour l'Afrique de l'Ouest est situé à Niamey. Des projets intégrés nationaux existent au Burkina Faso, au Mali et au Niger concentrant sur les domaines d'expertise de l'UICN, incluant la biodiversité, les aires protégées, la gestion de la faune et l'éducation environnementale. Le programme national au Guinea-Bissau se concentre principalement sur les zones humides.

Le programme de l'UICN au Niger a débuté il y a plus de 15 ans avec de l'assistance offerte au Projet de Préservation et de Gestion des Réserves de Air et Ténére en 1979. Une représentation nationale fut créée et reconnue officiellement en 1990. Plusieurs initiatives ont été entreprises par le programme du Niger, mais deux sont d'importance particulière à cette évaluation. Le premier est la création récente

d'un réseau national/groupe de travail sur l'éducation environnementale. Le processus a débuté en 1994 avec la première rencontre des membres, membres potentiels et des partenaires de l'UICN au Niger. En septembre 1995, la deuxième rencontre a eu lieu et trois réseaux furent créés comme suit:

- ! Réseau d'Utilisation Durable des Espèces Sauvages
- ! Réseau des Zones Humides
- ! Réseau d'Education Environnementale

Il est important de noter que la rencontre de Septembre 1995 a mis l'accent sur l'importance des communications et de l'échange d'information dans le secteur de l'environnement. Les participants ont souligné que la communication est le lien essentiel à la gestion des ressources naturelles dans les milieux ruraux. Ils ont demandé d'explorer la possibilité de renforcer la formation des communicateurs en matière d'environnement dû à la faiblesse nationale dans ce domaine. Le réseau d'Education Environnementale aura sa première rencontre constitutionnelle le 14 décembre, 1995. 20 participants, incluant un représentant de l'USAID, ont été invités.

Le deuxième est le programme d'Education Environnementale. En 1985, l'UICN a initié son premier programme d'éducation environnementale, nommé *Walia*, dans la région de Mopti au Mali. Suite à son succès, l'UICN a rapporté son expérience au Niger. De 1990 à 1992, le programme *Alam* est intervenu dans le milieu scolaire du département d'Agadez. Ce projet est interrompu dû aux problèmes civils de la région. En 1993, avec l'assistance financière de DANIDA, l'UICN a identifié un nouveau programme couvrant les départements de Diffa et Zinder. Semblable au programme d'Agadez, l'initiative de Diffa-Zinder a élargi les groupes cibles pour inclure les étudiants au niveau secondaire, les étudiants des écoles coraniques ainsi que les jeunes hors du système scolaire. Les programmes - nommés *Katoutou* à Zinder et *Gouori* à Diffa - travaillent en collaboration avec les radios locales, les ONGs communautaires, les instituteurs de géographie, etc. Les activités entreprises par le programme sont les suivantes: des émissions de radios destinées aux jeunes hors du système scolaire; des activités d'animation villageoises en collaboration avec un ONG partenaire de base (*Karkara*); la participation active d'étudiants, d'enseignants et d'administrateurs dans des conférences-débats; le soutien pédagogique avec deux bulletins en langues nationales pour enfants (un pour chaque département) et des guides pratiques pour les enseignants; et, la traduction en Haoussa d'un bulletin sur l'environnement pour enfant en caractères arabes pour les écoles coraniques ainsi que des ateliers pour les marabouts pour les aider à développer des activités d'éducation environnementale. Les programmes sont conçus et entrepris par des équipes de 7 à 8 professionnels situés dans les centres de départements. Pendant la première phase, le programme s'est concentré dans 40 écoles primaires de Diffa et 60 écoles primaires de Zinder. Ceci couvre environ 10% de toutes les écoles.

En 1996, le programme entre dans sa deuxième phase de trois ans et continuera ses activités dans Diffa et Zinder. Basé sur les recommandations faites lors d'une évaluation externe en 1994, le programme envisage de renforcer la capacité des équipes d'Education Environnementale de Diffa-Zinder dans les techniques de communications et d'animations; identifier plus de partenaires (personnes ressources,

ONGs, associations villageoises, clubs, troupes de théâtre et de musique) et établir des liens collaboratifs afin de développer d'autres activités dans le domaine de la SCE; et, développer un système de collaboration avec les services techniques du gouvernement, les projets de développement et d'autres initiatives régionales afin d'assurer un effort complémentaire. Le programme a pour but de se répandre dans toutes les écoles des deux départements. L'UICN considère établir un projet régional en mettant ce programme en collaboration avec d'autres initiatives semblables au Burkina-Faso, en Guinée-Bissau, au Mali et au Sénégal.

Analyse:

L'UICN est une organisation internationale à base de membres, qui inclut des gouvernements et des ONG. Afin de sauvegarder les ressources naturelles aux plans local, régional et international, l'UICN s'appuie sur ses membres, réseaux et partenaires, en renforçant leurs capacités et en soutenant les alliances mondiales. La création d'un réseau d'éducation environnementale est une démarche importante pour le pays, puisque la capacité nationale dans le domaine de la SCE est très faible. Ce réseau offrira l'opportunité d'évaluer stratégiquement et continuellement les ressources disponibles pour l'éducation environnementale et assistera à la coordination des initiatives dans ce même domaine. A ce moment, le mandat du réseau inclut seulement l'éducation environnementale, bien que les participants à la rencontre de septembre 1995 aient identifié la communication de l'environnement comme étant un domaine qui nécessitait de l'assistance aussi.

Le programme d'Education Environnementale de l'UICN Niger a eu beaucoup de succès à Diffa et Zinder et pourrait être reproduit dans d'autres districts. L'emphase de la deuxième phase qui prévoit d'augmenter le nombre de partenaires impliquer dans le programme, aidera à renforcer la capacité de plusieurs organismes impliqués dans l'éducation environnementale et augmentera le potentiel pour soutenir le projet à long terme.

Recommandations:

1. Lorsqu'il sera établi, le Réseau d'Education Environnementale de l'UICN Niger pourrait être soutenu afin d'établir et de renforcer la capacité nationale dans le domaine de l'éducation environnementale, surtout dans le développement, la mise en oeuvre et la supervision de programmes.
2. Puisque la capacité d'entreprendre des projets en communication de l'environnement a été identifiée comme étant faible au Niger et puisque des recommandations ont été faites pour renforcer la capacité dans ce domaine, le Réseau d'Education Environnemental devrait considérer l'intégration de la communication de l'environnement dans son mandat, ce qui assurera une programmation complémentaire et intégrée au niveau national dans le domaine de la SCE.

3. La consultante recommande une évaluation comprehensive de la capacité nationale dans le domaine de l'éducation environnementale. Le Réseau d'Education Environnementale serait un but intermédiaire pour effectuer cette évaluation. Ceci permettrait la prochaine étape, celle de renforcer la capacité des agences gouvernementales, des ONGs et des organisations de base dans le domaine de l'éducation environnementale. Cela pourrait aussi s'étendre pour inclure la communication de l'environnement et le processus du Code Rural spécifiquement. L'assistance technique pour ces initiatives est recommandée. Par l'entremise de ce processus et avec l'assistance technique, la capacité du réseau pourrait être renforcée afin que ses membres puissent évaluer et analyser leurs propres besoins.

Organisation: CARE International au Niger

Contact: Yan Schollaert, Directeur Adjoint

Adresse: B.P. 10155
Niamey, Niger

Téléphone: 74 03 70/74 02 13
Fax: 74 07 55

Autres contacts: Zakari Madougou, Directeur Régional, Bureau de Maradi
Halima Idi, Coordinatrice, Projet Mata Masu Dubara, Bureau de Maradi

Description de l'organisation:

Administré par CARE USA, CARE International au Niger est impliqué dans plusieurs initiatives de développement au Niger. L'USAID assiste financièrement un projet de crédit dans le district de Maradi qui a développé beaucoup d'expertise avec les communautés rurales et les femmes en particulier. Ce projet, nommé *Mata Masu Dubara*, ou "Les Femmes qui Savent Faire", est un projet qui mobilise les ressources financières des femmes par l'entremise de plus de 200 clubs d'épargnes. Cinq animatrices et une coordinatrice sont employées par CARE pour ce projet. Sa concentration est sur l'auto-gestion et la soutenance.

CARE entreprends aussi un programme de sécurité alimentaire qui utilise avec succès les méthodes MARP. Les neuf animateurs employés pour ce projet utilisent les méthodes MARP pour engager les fermiers dans un processus de réflexion sur les sujets agricoles et environnementales qui les affectent.

Un projet qui est de grande importance à cette évaluation est le Projet d'Education Environnementale que CARE a entrepris de 1990 à 1993. L'évaluation finale a montré que plusieurs contraintes existaient qui ont limité les succès du projet, et par conséquent il n'a pas été renouvelé. Quelques résultats qualitatifs du projet ont été acquis, donc les programmes de formation des maîtres qui ont contribué à une augmentation des connaissances dans le domaine de l'environnement. Plusieurs leçons ont été apprises par ce projet et sont décrites dans l'évaluation finale. Ce sont les suivantes:

- ! L'école ne doit pas être considéré comme un partenaire prioritaire ou exclusif. La collaboration avec les autres intervenants est critique.
- ! Une initiative à court terme (trois ans) ne permet pas un projet de si grande proportion d'atteindre ses objectifs.

L'évaluation recommande que toute initiative dans le domaine de l'éducation de l'environnement dans un district avec plus d'un million d'habitants doit s'engager pour un minimum de 10 ans et doit impliquer tous les secteurs de la communauté. Elle a aussi souligné l'importance d'une structure administrative légère, comme le modèle de l'UICN, et l'importance de coordonner le projet avec d'autres initiatives, ainsi que les structures nationales et régionales, comme le fait le programme du PFIE.

Analyse:

CARE International est impliqué dans le développement de la base au Niger depuis plusieurs années. Son expérience avec les groupements féminins et dans les domaines de l'environnement est importante. L'organisation développe aussi de l'expertise dans l'utilisation des méthodes MARP avec les communautés rurales. Ses initiatives dans le domaine de l'éducation environnementale offrent de l'information pertinente pour le développement et l'expansion de projets semblables.

Les employés de CARE sont préoccupés par le manque de capacité dans le domaine de S&C au Niger, un domaine essentiel pour leur programmation. CARE profiterait de l'assistance technique dans le domaine de la S&C.

Recommandations:

1. L'expérience de CARE dans le domaine du développement de la base, dans la mobilisation des groupements féminins et dans le domaine de l'éducation environnementale est important pour les initiatives futures dans le domaine de l'environnement. Ils doivent être consultés dans le développement de futurs projets dans le domaine de la SCE.
2. Le réseau de clubs d'épargnes féminins serait utile pour disséminer l'information concernant l'environnement, que ce soit général ou spécifique au Code Rural.

3. Les animateurs de CARE, travaillant sur plusieurs projets, pourraient aussi être utilisés dans une initiative intégrée en SCE, que ce soit général ou spécifique au Code Rural.
4. CARE devrait recevoir de l'assistance technique dans le domaine de la S&C afin d'assister leurs programmes.

Organisation: **Africare Niger**

Contact: **Dr. I. Ousmane, Agent de Programme**

Téléphone: **72 37 95/72 39 71**

Description de l'organisation:

Le Projet de Gestion en Ressources Naturelles de Gouré de Africare est important à cette évaluation. Financé par l'USAID, le projet a pour but de promouvoir les pratiques agricoles durables au niveau du village où la seule motivation de participation se trouve dans le contrôle local du processus. Ce projet travaille directement avec les fermiers et les éleveurs en les assistant afin qu'ils bénéficient de leur environnement et réduisent la dégradation environnementale. Ce qui était auparavant une initiative *Food for Work* est maintenant un projet où Africare assiste les communautés dans le développement de leurs objectifs, par exemple: la réparation des dunes de sables et les puits domestiques et agricoles. Les villages sont sélectionnés pour le projet suite à des discussions entreprises avec trois groupes séparés: les hommes âgés, les jeunes hommes et les femmes. Des animateurs formés assistent les villageois dans l'évaluation de leurs besoins ainsi que dans l'évaluation de ce qu'ils peuvent et veulent investir. Les villageois sont ensuite informés des avantages de la réhabilitation de l'environnement. Des comités, où un minimum d'une femme doit être représenté, sont par la suite installés. Le projet a aujourd'hui 15 animateurs dans 11 sites et tous sont originaires du district où ils travaillent. Le projet a aussi deux animateurs de genre et développement. Tous les animateurs voyagent à cheval en dedans d'un rayon de 100 kms de l'arrondissement de Gouré. Ils sont tous formés dans les méthodes MARP et ils sont responsables de former les membres des comités villageois. Le projet a aussi intégré un processus d'évaluation continu qui surveille son impact social et économique.

Gouré fut choisi pour ce projet puisque ceci est un endroit qui reçoit très peu d'assistance dû à son emplacement éloigné. Gouré comprend des zones désertes et agricoles. Africare collabore pour ce projet avec le Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement.

Analyse:

Le Projet de Gestion en Ressources Naturelles de Gouré de Africare travaille de très près avec les communautés de base et a gagné beaucoup d'expérience dans le domaine de la SCE. Ce projet est très pertinent aux initiatives de SCE, incluant celles spécifiques au Code Rural.

Recommandations:

1. Le Projet de Gestion en Ressources Naturelles de Gouré de Africare pourrait faire partie d'une initiative nationale dans le domaine de la SCE.
2. Le projet pourrait aussi participer dans une initiative de SCE spécifique au Code Rural et pourrait servir de site test pour une campagne nationale.

Organisation: Centre Canadien d'Etude et de Coopération International (CECI)

Contact: Bernard Bastien, Coordonnateur

Adresse: B.P. 12513
Niamey, Niger

Téléphone: 73 42 63

Fax: 75 27 02

Sommaire des trouvailles:

Même si l'ACDI a considérablement réduit son assistance au Niger, quelques programmes pertinents au domaine de la S&C reçoivent toujours de l'assistance financière. En 1994, CECI a dirigé une étude sur les ONG du Niger. Bien que l'étude soit maintenant un document interne, de l'information pertinent fut obtenue pendant cette réunion. Des 62 ONG incluses dans cette étude, seulement huit furent déterminés comme étant viables, quoique faibles au niveau administratif. CECI a donc développer un projet qui assiste au développement de la capacité des ONGs viables. Par l'entremise de l'ONVPE, CECI fournit de la formation aux ONGs de base dans le domaine de l'éducation environnementale. Le projet assiste aussi la CONG AFEM, un réseau d'ONGs féminins, afin de renforcer sa structure et de renforcer la capacité de ses membres. CECI espérait aussi fournir de l'assistance au GAP, le réseau national des ONGs du Niger, mais a jugée que cette organisation n'était pas au point de bénéficier de cette assistance.

Analyse:

L'expérience de CECI dans le secteur des ONGs au Niger et dans ses activités dans le renforcement de capacité dans le domaine de la SCE est importante.

Recommandations:

1. Les programmes de CECI doivent être suivis et leurs expériences pourraient assister au développement d'une initiative de SCE, que ce soit générale ou spécifique au Code Rural.
2. Les ONG formées par l'entremise du projet d'éducation environnementale de l'ONVPE pourrait participer aux initiatives nationales ou régionales, générales ou spécifiques au Code Rural.

GOUVERNEMENT NATIONAL

Ministère/Programme: Programme de Formation et d'Information pour l'Environnement

Contact: Abdou Issoufou, Chef de Projet

Adresse: B.P. 12664
Niamey, Niger

Autres contacts: Marcel Inné, Responsable, Equipe Pédagogique et Formation

Description du programme:

Le programme PFIE est une initiative d'éducation environnementale régionale active dans le secteur de l'éducation formelle au niveau primaire. Il fut initié par le Comité Permanent Interétats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). Le programme du Niger est dirigé au niveau national, qui oeuvrent par l'entremise d'un secrétariat national et un comité national, avec le Ministère d'Education à la tête. Le programme complète la première phase de cinq ans, et débute une seconde phase. L'assistance financière est fournie par la Communauté Européenne (CE). Les matériels sont produits centralement et sont génériques pour tous les pays du Sahel et non pas pour les pays individuels.

Dans sa première phase, le programme s'est étendu à 100 écoles, du département de Tillabéry au département de Diffa. L'emphase était de développer un curriculum, former des maîtres et soutenir des écoles individuelles. Plus de 800 maîtres ont reçu de la formation et 8000 étudiants ont été atteints dans la première phase. Le programme offre une approche intégrée à l'éducation environnementale et des projets scolaires et communautaires pratiques. La deuxième phase du PFIE augmentera le nombre d'écoles, particulièrement dans les zones pastorales.

La structure de gestion du PFIE est légère. Seulement trois personnes sont employées par le secrétariat: le Chef de Projet, une secrétaire et un chauffeur. Le programme est dirigé par un Comité National d'Orientation. Ce comité est composé de sept personnes. Le Secrétaire Général du Ministère de l'Education est Président, le Secrétaire Général du Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement est le Vice-Président. Les autres membres représentent le Ministère de l'Education, les bailleurs de fonds et l'INDRAP. Le comité national définit l'orientation nationale du programme. Les Comités de Pilotages existent au niveau régional pour entreprendre les initiatives. Les Equipes Pédagogiques et de Formation assistent dans le développement d'outils pédagogique et dans la formation des maîtres.

Le programme considère la formation des maîtres comme étant l'activité la plus importante. Un guide des maîtres et des matériels de soutien ont été développés et distribués. La formation est dirigée par l'entremise d'ateliers, incluant la formation technique et pratique. La première phase a inclus une sélection de maîtres dans une sélection d'écoles. La deuxième phase espère inclure et former tout les maîtres dans les écoles sélectionnées. Cependant, les matériels sont produits en France et le coût de reproduction et de distribution est très élevé. Le style pédagogique n'est pas centré sur l'interaction. Ce style est encouragé mais il n'est pas enseigné.

L'initiative régionale CILLS, basée à Bamako au Mali, est aussi impliqué dans les programmes de SCE visant le grand public mais l'information sur ce programme n'était pas disponible. La PFIE travaille de très près avec le programme d'éducation environnementale de l'UICN ainsi qu'avec d'autres initiatives nationales et internationales.

Analyse:

Le programme PFIE est l'une des seules initiatives d'éducation environnementale opérant spécifiquement dans le secteur formel. Il est jusqu'à date soutenue financièrement à long terme, est dirigé par une équipe multi-disciplinaire. Il a une structure efficace et durable. En étant une initiative régionale, le programme utilise des ressources régionales comme les textes et les guides des maîtres. Il a aussi établi des liens avec d'autres initiatives d'éducation environnementale au Niger comme celui entrepris par l'IUCN, CARE (terminé), SNV et GTZ. Le Chef de Projet a mentionné que le PFIE reçoit beaucoup de soutien du Ministère de l'Education.

Ce programme a beaucoup de potentiel pour intégrer son programme formel aux activités communautaires, comme les barrages de feu, les vergers, les pépinières, etc. Quoique l'effet éducatif sur les communautés est prévue par ce programme, ceci n'a pas été intégré stratégiquement.

La plupart des activités dans le domaine de l'éducation formelle sont planifiées afin de développer une future citoyenneté responsable. Les activités et programmes pour enfants dans les écoles et dans la communauté projettent d'encourager un respect pour l'environnement qui continuera dans leur années

d'adultes. C'est un investissement à long-terme. Lorsque les liens entre l'école et la communauté sont établis dans la planification du projet, les résultats sont immédiats.

Les programmes scolaires sont naturellement le premier point d'entrée pour les enseignants de l'environnement. Mais dans un pays comme le Niger, où la majorité de la population d'âge scolaire ne va pas à l'école (particulièrement les filles dans les milieux ruraux), le développement de programmes qui visent la population hors du milieu scolaire devient très important. Dans une époque de grandes réductions des ressources financières, le programme scolaire n'est pas nécessairement une priorité, à moins qu'il ne devienne un véhicule qui vise à atteindre cette énorme population hors du milieu scolaire.

Recommandations:

1. Toutes les initiatives dans le domaine de la SCE devrait être coordonnées avec le PFIE afin d'assurer la complémentarité.
2. Le PFIE pourrait améliorer son rendement en intégrant les activités scolaires dans les activités de développement communautaire.

AGENCES GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES/ BAILLEURS DE FONDS/PROJETS

Agence: DANIDA - Bureau de Coopération Danoise

Contact: Sophia Moestrup, Représentante

Adresse: B.P. 11856
Niamey, Niger

Téléphone: 72 39 48/72 37 72

Fax: 73 53 99

Sommaire des trouvailles:

DANIDA a offert beaucoup d'assistance au processus du Code Rural au Niger et finance deux Commissions Foncières. Une de ces Commissions Foncières a engagé un animateur avec grand succès. DANIDA a fourni de la formation aux 13 membres de chaque Commission Foncière. Cette formation fut concentrée sur le contenu du Code Rural et sur d'autres sujets reliés tel que la cartographie.

DANIDA a aussi financé trois Cliniques Juridiques de RIDD-FITILLA ainsi que les salaires de 20 parajuristes sous le projet "Loi au Village". Une évaluation de ce projet fut dirigé en août 1995.

Analyse:

Quoique DANIDA n'est pas directement impliqué dans la S&C, l'agence reconnaît le rôle important que ce domaine peu jouer dans la promotion et la diffusion du Code Rural. DANIDA joue un rôle important parmi les bailleurs de fonds en essayant de coordonner le soutien au processus du Code Rural.

Recommandation:

Garder DANIDA au courant de toutes les initiatives de S&C qui impliquent le Code Rural.

Agence: United States Peace Corps

Contact: **Tori Paide, Bénévole**
Coordonnatrice, Equipe de Madarunfa
Projet de Gestion en Ressources Naturelles

Sommaire des résultats:

La consultante n'a pas pu rencontré les membres du secrétariat à Niamey dû aux contraintes de temps. L'opportunité de discuter avec une bénévole s'est présentée et de l'information pertinente a pu être obtenu, non pas seulement sur le projet, mais aussi sur le vécu des nigériens en milieu rural.

Le Projet de Gestion en Ressources Naturelles du *US Peace Corps* est une initiative de développement communautaire. Les bénévoles assistent les membres de la communauté avec leurs récoltes et offrent de l'information sur la préservation de l'environnement. Des techniques simples sont transférées afin de réhabiliter le sol, en prenant conscience que les villageois veulent voire des résultats rapides. Le projet se concentre sur la sensibilisation et encourage l'échange entre fermiers. Une approche économique est utilisée afin d'encourager les fermiers a améliorer leurs terres, augmenter la production et les profits, et par suite, augmenter leurs revenus.

Le Projet entreprend aussi un petit projet d'éducation environnementale dans le secteur formel. Trois bulletins pour enfants ont été développés avec de la documentation de soutien pour les maîtres. Les maîtres impliqués dans cette initiative ont montré beaucoup d'intérêt dans ce programme et certains d'entre eux désirent former une association. Celle-ci servirait à maintenir les bulletins et le programme a long terme. Cette association se nomme "Les Amis de *Bouchiya*" (le nom du bulletin), et le *Peace Corps* lui a assigné une bénévole, (une enseignante diplômé), afin de renforcer la capacité de l'association et des maîtres dans l'éducation environnementale. Cette initiative est appuyée par le Ministère de l'Education. Une contrainte importante fut soulevée par Mlle Paide concernant ce projet. Ceci concerne la difficulté d'obtenir la participation des femmes (maîtresses) dans ce projet. L'expérience a démontré que les femmes d'un milieu rural ne sont pas confortables dans une situation de formation avec leurs collègues masculins et ne voyageront pas pour des ateliers de fin de semaine.

Analyse:

Le Projet de Gestion en Ressources Naturelles du *US Peace Corps* a une emphase important sur la SCE, dans les secteurs formels et non-formels. Son initiative en éducation environnementale, qui

travaille avec des maîtres et des étudiants, ainsi que dans le développement de bulletins pour enfants, est semblable aux autres programmes initiés dans d'autres districts du Niger.

Recommandations:

1. L'expérience du Projet de Gestion en Ressources Naturelles du *US Peace Corps* devrait être utilisée pour assister au développement de toute initiative nationale ou régionale de SCE.
2. Ce programme pourrait aussi servir une campagne nationale de SCE, intégrant cette campagne dans les interventions des bénévoles à la base communautaire.

Organisation: UNICEF - Niger

Contact: Jacques Boyer, Agent de Programme
Projet Information, Communication et Mobilisation Sociale

Sommaire des résultats:

Pour la période 1995-2000, l'UNICEF au Niger a établi le projet Information, Communication et Mobilisation Sociale, mais les fonds ne sont toujours pas assurés. Ce projet vise à impliquer les communautés villageoises et singulièrement les femmes, à l'élaboration, à la diffusion et à l'évaluation des messages en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant, de l'émergence de la femme et de la protection de l'environnement. Il renforcera des capacités de mobilisation des communautés villageoises par la création de structures relais au niveau du village et augmentera le taux d'accès des femmes aux médias modernes. Il renforcera aussi les capacités nationales en matière de communication et de sensibilisation des communautés villageoises. Le projet essaiera d'amener les autorités politiques, administratives, coutumières, les leaders d'opinion, les religieux, les responsables d'associations, les artistes et intellectuels ainsi que tous les autres partenaires à s'engager concrètement dans la résolution des problèmes de survie, de protection et de développement de l'enfant, dans la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes en vue de leur émergence et dans la protection de l'environnement. Le projet garanti aussi un processus dynamique d'échange d'information par l'utilisation rationnelle et adéquate des canaux de communication existants et la mise en place d'un système de suivi des activités de communication.

Le projet va intervenir dans 4,500 villages couvrant 13 arrondissements. Par l'entremise d'agent de développement, le projet travaillera directement avec les communautés villageoises, par exemple, les professionnels de santé, les maîtres, les agents d'alphabétisme et d'agriculture, les officiers de l'environnement, etc. Au niveau régional, le projet fera collaboration avec les employés techniques de plusieurs ministères concernés, ainsi qu'avec des journalistes et des communicateurs. Au niveau

national, l'UNICEF offrira du soutien au Comité National pour la Survie, la Protection et le Développement de l'Enfant (CNSPDE). L'agence travaillera de très près avec les Ministères concernés, l'Association des Radio Clubs du Niger (300 animateurs ont déjà reçus de la formation fournis par UNICEF), les agences nationales de radio et télévision, les agences de presses publiques et privées ainsi que les associations de jeunes, de femmes, religieuses, parents-élèves, etc. Le projet vise aussi à collaborer avec ses partenaires bilatéraux et multilatéraux, ainsi qu'avec les ONGs intervenant auprès de la survie, de la protection et du développement de l'enfant, les droits de la femme et la protection de l'environnement.

Lorsque les fonds seront assurés, les activités du projet incluront:

- ! la formation de cellules villageoises d'animation;
- ! la formation de 750 animateurs radio clubs;
- ! la formation de 10 journalistes aux techniques de communication orientés vers les femmes rurales et les enfants;
- ! la formation de 13 équipes techniques d'arrondissements aux techniques de communication et l'approvisionnement d'équipement audio-visuel nécessaire;
- ! l'équipement des centres d'écoute radio clubs; et,
- ! la réhabilitation des télévisions communautaires

parmi d'autres activités.

M. Boyer a expliqué que le coût de produire des matériaux imprimés au Niger est très élevé. La capacité de production audio-visuel et audio-cassette est très faible mais le coût est modéré. Il n'a pas pu fournir à la consultante des chiffres précis ou publiés.

Analyse:

Ce projet vise à renforcer la capacité nationale dans le domaine de la communication et à identifier l'environnement dans ses objectifs. C'est une initiative de grande proportion qui vise non seulement la sensibilisation du public, mais le développement de la capacité nationale d'entreprendre des initiatives de SCE.

Recommandations:

1. Toutes les initiatives de SCE au Niger, que ce soit générale ou spécifique au Code Rural, devrait être développées en consultation et en collaboration avec le projet Information, Communication et Mobilisation Sociale de l'UNICEF.

Projet: Subvention au Développement du Secteur Agricole Phase II (SDSA II)

Agence Responsable: International Resources Group

Contact: Bob Winterbottom, Chef d'équipe et conseiller technique en gestion des ressources naturelles

Adresse: a/s Cellule GRN
B. P. 12946
Niamey, Niger

Téléphone: 75 27 17/72 29 52

Fax: 72 29 53

Autres contacts: Bill Stringfellow, Conseiller organisationnel
Alain Grimard, Administrateur de fonds

Adresse: SDSA II
Avenue Zarmakoye
Niamey, Niger

Téléphone: 75 26 36/37

Fax: 75 26 34

Sommaire des trouvailles:

La subvention au Développement du Secteur Agricole Phase II (SDSA II) est un programme financé par la coopération américaine USAID au montant de US \$28 millions pour la période 1990 à 1995. L'objectif de ce programme est d'assister le gouvernement du Niger à améliorer les politiques de gestions en ressources naturelles et à créer des conditions politiques et institutionnelles qui pourront soutenir des initiatives de base en agriculture durable, pour finalement améliorer les conditions de vie des fermiers et des éleveurs.

SDSA II a deux axes d'interventions. L'une se concentre sur les aspects politiques et vise établir: 1) une stratégie coordonnée en gestion des ressources naturelles; 2) le droit d'accès aux propriétés et aux ressources pour les producteurs ruraux; 3) une prise de décision décentralisé dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et un taux plus élevé de participation des populations rurales; 4) un changement dans le rôle des agents forestiers qui remplacerait le rôle policier par un rôle d'agent communautaire; et 5) une évaluation des ressources de biodiversité au niveau national.

L'autre se concentre sur le renforcement des capacités des institutions et vise à offrir de l'assistance technique, des études spécialisées, de la formation, et des méthodes de contrôle et d'évaluation au gouvernement afin d'assister avec: 1) la coordination des activités de développement rural par l'entremise d'un système amélioré d'information et de gestion financière; et, 2) renforcer la participation des ONGs et d'autres organismes représentant les communautés rurales.

Un des programmes qui reçoit de l'assistance de SDSA II est le Secrétariat Permanent du Code Rural (SPCR). Le SPCR a établi des Commissions Foncières dans une sélection d'arrondissement afin de faire un essai de l'application des Principes d'Orientation du Code Rural. Dans les prochaines années, les expériences obtenues de ce projet pilote aideront dans le développement et l'adaptation des principes aux conditions dans d'autres arrondissements et faciliterons la tâche de résoudre les différences locales de fonciers. SDSA II a aidé financièrement les efforts de popularisation du Code Rural en 1994 en subventionnant une série d'ateliers qui avaient pour but de familiariser les membres des commissions foncières avec les principes du Code. SDSA II a aussi assisté l'organisation d'un atelier de 4 jours qui a entrepris de reviser l'impact du Code jusqu'à date et d'établir les prochaines actions. En collaboration avec l'*University of Wisconsin's Land Tenure Centre* et d'autres bailleurs de fonds, SDSA II assiste le SPCR à développé une seconde phase de formation pour les membres des commissions foncières, à documenter son rôle dans le processus du Code Rural et à développé des techniques de résolutions de conflits.

Dans son intérêt d'améliorer les capacités de gestion des ressources naturelles, SDSA II promouvoit le rôle des ONGs dans la collaboration avec les communautés rurales. Le fonds d'Appui aux ONGs considère des demandes qui peuvent contribuer à l'environnement soutenable, assure l'égalité d'accès aux applicants, particulièrement les associations féminines, et un potentiel d'impact sur les pratiques de gestion des ressources naturelles, parmi d'autres.

SDSA II collabore avec, et offre de l'assistance à, la Cellule/Gestion des Ressources Naturelles (C/GRN), une unité établie pour coordonner les politiques et les projets de gestion en ressources naturelles. Parmi ses responsabilités, la C/GRN est responsable du développement et de la coordination d'un programme national en gestion des ressources naturelles. Ce programme inclut des activités entreprises par des structures décentralisés au niveau local et avec des communautés de base afin de permettre la C/GRN de ramener l'information de la base au niveau politique et stratégique. Ceci contribuera à renforcer la capacité des communautés rurales afin qu'elles puissent gérer leurs ressources naturelles avec de l'assistance technique et financière. La C/GRN a des responsabilités de formation adaptées aux groupes cibles impliqués dans la GRN. Elle a aussi des responsabilités dans le domaine des communications qui demandent la coordination de réseaux, ainsi que la recherche, l'enregistrement et la distribution de toute information dans le domaine de la GRN afin d'assister les partenaires, gouvernementales et externes, dans le développement de leurs activités. Un spécialiste en communication et coopération sera embauché par la C/GRN au début 1996.

Analyse:

SDSA II est responsable de changer le rôle des agents forestiers, situés dans tous les arrondissements, d'un rôle policier à un rôle d'agent communautaire. Diplômés en Développement Rural, les agents forestiers ont récemment reçu de la formation en méthodes MARP avec l'assistance de la FAO et sont bien placés pour participer dans les initiatives de SCE, que ce soit générales ou spécifique au Code Rural.

La C/GRN est responsable de la coordination des initiatives en gestion des ressources naturelles au niveau national. C'est un organisme approprié pour héberger un centre de documentation et de distribution, qui servirait de centre de gestion pour toute l'information, la documentation et la recherche produit dans le domaine de la GRN. Ce genre d'établissement et de service est très nécessaire. En tant que représentant du C/GRN, le spécialiste en communication et coopération qui sera embauché au début 1996, sera dans une bonne position d'offrir de l'assistance dans le développement de n'importe quel le stratégie de SCE nationale, que ce soit général ou spécifique au Code Rural.

Recommendations:

1. Le réseau d'agents forestiers doit être impliqué et doit participer dans toutes les initiatives nationales ou régionales de SCE, générale ou spécifique au Code Rural. La capacité des agents dans le domaine de la SCE doit être renforcée puisqu'ils sont actifs avec les communautés rurales. L'assistance technique pourrait aider la C/GRN dans cette initiative.
2. Les agents forestiers ont reçus de la formation en MARP. Ils pourraient alors utilisé leur expertise afin de ramener l'information de la base au niveau national et ainsi assister dans le développement d'une campagne de SCE, générale ou spécifique au Code Rural.
3. La C/GRN devrait développer et héberger un centre de documentation et de distribution national, afin de coordonner, gérer et distribuer l'information pertinente produit au Niger, ou dans la région, sur la GRN. L'assistance technique pourrait aider ce processus.
4. L'assistance technique sera requise pour le spécialiste en communication.

PERSONNES ET ORGANISATIONS CONTACTES

United States Agency for International Development (USAID) - Niger

B.P. 13300

Niamey, Niger

Tel: (227) 75 26 36/37

Fax: 75 26 34

James Anderson, Directeur

Keith Simmons, Chef - Office of Results Coordinator

Curtis Nissly, Chef - Bureau de la Gestion des Ressources Naturelles et de l'Agriculture (GRNA)

David Miller, Spécialiste, GRNA

Cdt Moussa Saley, Spécialiste, GRNA

Hamadou Bourahima, Spécialiste, GRNA

Oumarou Ibrahim, Spécialiste, GRNA

Souleymane Aboubacar, Chief - Office of Democracy, Governance and Local Participation (DGLP)

Hadiza Djibo, Agent de programme - Genre et Développement

Robin Landis, Spécialiste - Bureau de la Population, de la Santé et de la Nutrition

Seidou Amadou, Spécialiste - Office of Economic Reform and Microenterprise Development

Secrétariat Permanent du Code Rural

Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

B.P. 12091

Niamey, Niger

Moussa Yacouba, Conseiller

Jean-Pierre Magnan, Conseiller Technique/Coopération Française

Mamoudou Hassane

Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

B.P. 12091

Niamey, Niger

Tel: 73 20 58

Oumarou Ibrahim, Secrétaire Général

Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement

Halidou Amadou, Secrétaire Général

Ministère de la Communication, de la Culture et de la Jeunesse

B.P. 368

Niamey, Niger

Tel: 72 26 44

Mahamane Bakabé, Directeur de la Communication et Président de l'Association des Radios Clubs du Niger

La Fédération des Eleveurs du Niger

B.P. 651

Niamey, Niger

Tel: 75 24 49

Dr Boubacar Hassane, Président

Mahamado Maman, Président-District de Maradi

Ardo Choro, Président-Olly Tadetta and villages voisins

Hodi Bammo, Président-Arrondissement de Dakoro

Amina Zombolo, Représentante de la Branche de Konni

Arrondissement de Guidan Roumji

Maman Djataou, Chef de Groupement Peulh de Toda

Le Réseau d'Intégration et de Diffusion du Droit en Milieu Rural (RIDD-FITILA)

B.P. 11565

Niamey, Niger

Tel: 75 21 68

Harouna Seidou, Administrateur

Anne-Marie Diallo, Coordinatrice

Salmou Magagi, Animatrice - Clinique Juridique de Safo

Hanatou Rébo, Animatrice - Clinique Juridique de Madarunfa

Organisation Nigérienne des Volontaires pour la Préservation de l'Environnement

B.P. 2842

Niamey, Niger

Tel: 72 30 66

Idrissa Daouda, Secrétaire Exécutif

UICN - L'Union Mondial pour la Nature, Bureau de Coordination Régional pour l'Afrique de l'Ouest

B.P. 10933

Niamey, Niger

Tel: 75 31 38

Fax: 75 22 15

Tom Price, Directeur Adjoint et Conseiller en Sciences Sociales
Peter J Kristensen, Agent de Programmes

CARE International in Niger

B.P. 10155

Niamey, Niger

Tel: 74 03 70/74 02 13

Fax: 74 07 55

Yan Schollaert, Directeur Adjoint

CARE International in Niger - Maradi Sub-Office

B.P. 143

Maradi, Niger

Tel: 41 07 05/41 04 66

Zakari Madougou, Directeur Régional

Halima Idi, Coordinatrice-Projet Mata Masu Dubara

Africare Niger

Dr I Ousmane, Agent de Programme

Centre Canadien d'Etude et de Coopération International (CECI) -Niger

B.P. 12513

Niamey, Niger

Tel: 73 42 63

Fax: 75 27 02

Bernard Bastien, Coordinateur

ANNEX B
LISTE DES PARTICIPANTS
RÉUNION DE L'EQUIPE DE RÉSULTATS DE L'OS 3

SDSA II

DÉCEMBRE 1 1995

Mussa Yacouba	Secrétariat Permanent pour le Code Rural
Jean-Pierre Magnan	Secrétariat Permanent pour le Code Rural
David Miller	USAID Niger
Hadiza Djibo	USAID Niger
Dodo Hannatou	SDSA II
Mohamadou Issaka	SDSA II
Bob Winterbottom	ASDG II
Madiké Niang	Coopération Suisse
Peter Kristensen	UICN Niger
Adammou Issa	Haut Commissariat Réforme Administrative et Décentralisation

ANNEX C BIBLIOGRAPHY

Block, Peter C. The Rural Code Process in Niger: Toward an Institutional Framework for Natural Resource Management. Land Tenure Centre, University of Wisconsin-Madison. 1993

CARE International. Evaluation Finale du Projet d'Education à l'Environnement de Maradi (PEEM). Mai-Juin, 1993.

Charlick, Robert B. Niger: Personal Rule and Survival in the Sahel. 1991

Comité National du Code Rural. Principes d'Orientation du Code Rural. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, République du Niger. Mars 1993.

Comité National du Code Rural. Loi Portant Régime de l'eau. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, République du Niger. Mars 1993.

Comité National du Code Rural, Secrétariat Permanent. Evaluation de la Campagne de Popularisation: Synthèse des Ateliers Régionaux. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, République du Niger. Août, 1994

Comité National du Code Rural, Secrétariat Permanent. Rapport Introductif - Atelier Bilan Dosso. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, République du Niger. Août, 1994.

Comité National du Code Rural, Secrétariat Permanent. Compte Rendu de l'Atelier Bilan sur le Code Rural. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Septembre 1994.

Comité de Réflexion de Popularisation du Code Rural. Atelier de Réflexion sur la Popularisation du Code Rural. République du Niger, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Comité National du Code Rural, Secrétariat Permanent. Août, 1993.

Diarra Doka, Marthe. Evaluation du Projet "Diffusion du Droit en Millieu Rural": Cliniques Juridiques et Para-Juristes. IRSH-Université Abdou Moumouni. Bureau de la Coopération Danoise - DANIDA, et ONG RIDD FITILA. Août, 1995.

Direction de la Promotion de la Femme. Situation des femmes au Niger. Ministère du Développement Social, de la Population, et de la Promotion de la Femme.

Dunbar, Roberta, and Hadiza Djibo. Islam, Public Policy and the Legal Status of Women in Niger, Genesys Special Study #12. March 1992.

Edwards, Michael P., Mariama Diallo Keita, Christiane Mamosso, Bibata Barry, and Hadiza Djibo. Nigérienne Women: Population, Health, Education - A Geographic Information System (GIS) for Improving Decision Making for Women's Issues.

Elbow, Kent. Comments on the Rural Code Process in Niger in Light of LTC Research of July/August 1995. Land Tenure Centre. University of Wisconsin-Madison. 1995.

Elbow, Kent. Some Pre-Conditions for Improved Natural Resource Management in Niger (Draft). Land Tenure Centre. University of Wisconsin-Madison. January 1989.

Lake, Amy and Jim Gage. The Land Tenure Center's Contributions to the Rural Code in Niger under the USAID/Niger and Land Tenure Center Cooperative Agreement (No. 624-0265-A-2009-00: 31 December 1991 to 22 December 1995). Land Tenure Centre, University of Wisconsin-Madison. August 1995.

Lastarria-Cornhiel, Susana. Policy Guidelines for Incorporating Gender in Natural Resource Tenure. Land Tenure Center, University of Wisconsin-Madison. May 1995.

Manga, Maï et Thérèse Keita. La Femme et le Code Rural au Niger. Séminaire National sur la Définition d'une Politique en Matière de Promotion de la Femme au Niger. 6-10 May 1991.

McCorkle, Constance M., Robert H. Brandstetter, Gail D. McClure. Etude de Cas sur les Innovations et la Communication des Agriculteurs au Niger. Projet de Communication pour le Transfert de Technologies en Agriculture, AED. Aout 1988.

Mehra, Rekha. Reinforcing the Right Links: Women, Land and Sustainable Development. International Centre for Research on Women, Environment Series.

Ministère du Développement Social, de la Population et de la Promotion de la Femme. Politique de Promotion de la Femme. République du Niger. Mai 1995.

Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement. Arrêté Conjoint No.406. Novembre 1995.

Ngaido, Tidiane. Making Laws and Institution Building in the Sahel: The Case of Niger. Land Tenure Centre, University of Wisconsin-Madison. April 1995.

Ngaido, Tidiane. Mise en Oeuvre du Code Rural: Le Dispositif de Suivi et d'Evaluation du Foncier. Land Tenure Centre, University of Wisconsin-Madison. March 1995.

Représentation de l'UICN au Niger. 2^{ème} Rencontre des Membres, Membres Potentiels et des Partenaires de l'UICN au Niger. Kollo, Septembre 1995.

République du Niger - Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (UNICEF). Plan Sectoriel d'Opérations 1995-1999: Programme Politiques Sociales/Renforcement des Initiatives Communautaires/Mobilisation Sociale. Octobre, 1993.

République du Niger - Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Analyse de la situation des femmes et des enfants au Niger. Mai, 1994.

RIDD-FITILA. RIDD-FITILA: Une ONG Nigérienne de Vulgarisation du Droit en Milieu Rural.

UICN - Union Mondiale pour la nature. Document de projet: Programme d'Education Environnementale dans les Départements de Zinder et de Diffa, Niger - Deuxième phase 1996-1998. Niamey, Juillet, 1995.

UICN - Niger. Evaluation Externe de la Phase Pilote du Programme d'Education Environnementale de Zinder et Diffa. Avril, 1994.

UICN - Représentation au Niger. Programme d'Education Environnementale - Zinder et Diffa - Rapport d'Appréciation Interne. Decembre 1994.

USAID Bureau for Africa, U.S. Mission to Niger. Proposed Country Strategy Plan 1995-2002. March 1995

Women Advancement Directorate. Niger Women: Myth and Reality. Ministry of Social Development, Population and Women Advancement, Republic of Niger. September 1995.